



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE II

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Cameroun pour 2021

Document d'action Cameroun: Septentrion vert et résilient

PLAN D'ACTION

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/ au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	« Cameroun: Septentrion vert et résilient » CRIS/OPSYS numéro: NDICI/2021/043-232 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui. « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » (Une approche territoriale comme élément de réponse aux enjeux socio-économiques du Septentrion au Cameroun)
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action se déroulera dans la République du Cameroun (régions Adamaoua, Nord et Extrême-Nord)
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour la période 2021-2027 au Cameroun
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	L'intervention de l'Union européenne, se focalise sur la mise en œuvre du domaine prioritaire n°3 « <i>Pacte vert : développement durable et action pour le climat</i> », notamment le secteur prioritaire n°3.2: « <i>Développement rural et agriculture durable, conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles, en particulier des forêts</i> » La résilience des trois régions Septentrionales du Cameroun est augmentée face à la pression démographique et aux crises alimentaires exacerbées par l'insécurité et le changement climatique
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Développement rural et agriculture durable, conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles (DAC 43040)
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: 15 (Vie terrestre)

	Autres ODD significatifs :2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 13 (lutte contre les changements climatiques).			
8 a) Code (s) CAD	DAC 43040 (développement rural) DAC 410 (protection de l'environnement en général) DAC 152 (paix et stabilisation) DAC 151 (décentralisation, état de droit, anti-corruption) DAC 150 (droits humains, égalité des genres) DAC 43081 (éducation et formation plurisectorielles)			
8 b) Principal canal de distribution @	20000 - ONG Internationales 40000 – Organisations Internationales /Banques de Développement/Institutions Européennes			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 20 000 000 EUR Des États membres de l'UE vont contribuer à la TEI (montant non disponible pour le moment)			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion indirecte avec des entités dont les piliers ont été positivement évalués' à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

1.1. Résumé de l'Action

Le Programme indicatif pluriannuel 2021–2027 (PIP) pour le Cameroun identifie trois domaines prioritaires pour le futur cycle de programmation, comme suit : i) Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation ; ii) Croissance inclusive, emplois durables et secteur privé ; iii) Pacte vert : développement durable et action pour le climat. L'action proposée « **Cameroun : Septentrion Vert et Résilient** » fait partie de la Team Europe Initiative (TEI) « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » et s'inscrit dans le troisième domaine prioritaire du PIP et notamment le secteur 3.2. « *Développement rural et agriculture durable, conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles, en particulier des forêts* » par le biais d'une approche territoriale intégrée. Cette action propose un approche « paysage », telle que définie dans le Pacte vert européen, par l'initiative NaturAfrica « protection de la nature dans les aires protégées prioritaires et *économie verte* pour les populations environnantes ». Elle s'inscrit pleinement dans l'approche de la « grande muraille verte ». L'action permet de relier les sites protégés par des zones de

restauration forestière aux pratiques agricoles et pastorales adaptées et durables, qui tiennent également compte des risques de conflits dans les communautés.

Le Cameroun a l'économie la plus importante et diversifiée de la région. Cependant, il connaît de nombreux retards de développement humain, et est très dépendant des ressources naturelles, notamment dans les trois régions rurales du Septentrion (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua). La plupart des indicateurs de développement humain de ces régions se situent en dessous de la moyenne nationale, et un climat d'insécurité générale (physique, environnementale, alimentaire, foncière, socio-culturelle) règne, affectant surtout les femmes et les jeunes et contribuant aux déplacements forcés.

La vulnérabilité spécifique du Septentrion Camerounais *a des causes locales* (relative marginalisation politique et budgétaire, culture conservatrice et patriarcale entravant la prise d'initiative, l'entrepreneuriat féminin et les ascenseurs sociaux), *des causes nationales* (droits humains, état de droit, planification et capacités humaines-financières-logistiques sapées par la mauvaise gouvernance publique et privée) et des causes *-régionales voire globales* (pression démographique, dégradation environnementale exacerbée par le changement climatique résultant notamment d'une concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles, des conflits agro-pastoraux et violences à travers le Sahel à l'origine d'une forte mobilité interne). *L'extrémisme violent de Boko Haram* s'est aussi développé sur cette vulnérabilité d'une population jeune qui voit les perspectives d'avenir se rétrécir localement et qui perçoit l'émigration ou l'extrémisme comme de possibles issues.

Face à cette évolution, l'UE, l'Allemagne et la France, et d'autres bailleurs, ont énormément investi (près d'un milliard d'euros) dans le Septentrion entre 2000 et 2017 sur des approches sectorielles « vertes » principalement sur le développement rural, l'alimentation, l'agriculture (UE, France, Allemagne, Nations unies, Banque mondiale) et les ressources naturelles sauvages (UE, Allemagne). Si ces efforts ont été utiles et restent nécessaires, ils n'ont, à l'évidence, pas été suffisants pour relancer le développement du Septentrion. Voilà pourquoi l'UE et ses Etats membres présents au Cameroun ont conçu cette TEI qui se veut innovante en adoptant l'approche « paysage intégré » pour traiter les défis agro-sylvo-pastoraux, climatiques et de biodiversité de manière plus intégrée.

Cette stratégie transformative repose sur l'articulation des approches sectorielles traditionnelles (productions alimentaires, valorisation et restauration des paysages et espèces sauvages, fourniture d'énergies plus durables, actions habilitantes socio-économiques et climatiques, etc.) autour d'une approche centrale, **la gouvernance territoriale** (par qui et comment sont prises les décisions relatives aux territoires, définis comme des espaces investis par des acteurs sociaux). En mobilisant conjointement les moyens de l'UE et de ses Etats membres, cette initiative vise à influencer les décisions des acteurs les plus déterminants: d'une part, les exploitants des territoires et ressources naturelles, et d'autre part, les chefs coutumiers, les élus locaux et fonctionnaires déconcentrés et décentralisés, et enfin les divers acteurs qui appuient et/ou financent les uns et les autres.

L'action proposée s'articulera en 3 composantes et cherchera à : (i) consolider la gouvernance décentralisée et à coordonner les multiples initiatives des partenaires européens, (ii) promouvoir une gestion agro-sylvo-pastorale intelligente face au climat et à la raréfaction des terres exploitables, par les activités pastorale et (iii) appuyer les acteurs de la conservation, privés et publics, dans la protection et valorisation durable de leurs Zones de Chasse (Zone d'Intérêt Cynégétique -ZIC) et parcs nationaux lorsqu'ils sont fonctionnels, et à identifier, et puis à appuyer, des organisations innovantes en mesure de reprendre la gestion des aires protégées actuellement non fonctionnelles ou en grande difficulté. Cette action prendra en compte les droits de toutes les parties prenantes, en particulier les plus vulnérables (jeunes, femmes) et les peuples autochtones, en favorisant leur consultation et leur engagement.

La mise en œuvre de l'action impliquera certains des acteurs territoriaux stratégiques, cités plus haut.

En favorisant ainsi le respect des compromis territoriaux, au moyen d'incitations technico-financières ciblées, et en luttant contre la corruption foncière, l'action contribuera à diminuer les tensions, à ouvrir des perspectives de développement rural durable et d'intégration des réfugiés et déplacés internes, en interaction avec les centres urbains du Septentrion, et à canaliser une migration inévitable vers les villes, faisant le lien entre l'humanitaire, le développement et la sécurité.

La TEI sera complétée par des actions en appui au développement des centres urbains du Septentrion y compris via les Etats Membres. Elle se conçoit dans une logique nexus, suivant et complétant les actions humanitaires et de stabilisation entrepris par l'UE au niveau national et régional dans la région du bassin du lac Tchad. L'action ambitionne ainsi de rendre la gouvernance territoriale du Septentrion ainsi que les exploitations des ressources naturelles plus inclusives et durables, donc in fine à rendre les populations du

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

Le Cameroun, pays à revenu moyen inférieur, a une économie diversifiée et relativement résiliente (avec une récession limitée à -1,5 % en 2020 et une reprise modeste de la croissance attendue à 3,2 % en 2021, sachant que la croissance démographique est estimée à 2,6 %) mais un développement social faible: les index de développement humain, d'espérance de vie en bonne santé, d'accès aux sanitaires, d'alphabétisation, de violences faites aux femmes et de travail des enfants (2^e pire d'Afrique) sont moins bons que ceux d'autres pays à revenu par habitant comparables. Le Cameroun connaît également une insécurité intérieure (de l'intégrité physique, des moyens de subsistance et de la dignité des personnes) croissante avec des conflits séparatistes armés dans ses régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, des menaces terroristes persistantes de Boko Haram dans sa région de l'Extrême-Nord, et la présence de près d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'environ 400 000 réfugiés de la République centrafricaine et du Nigeria. Enfin, le Cameroun se situe dans le quartile inférieur des indices de gouvernance, de démocratie ou de perception de corruption. L'inégalité politique et socio-économique se traduit également dans une inégalité territoriale avec une partie disproportionnelle des investissements de l'État concentrés dans le centre et le sud du pays au détriment des régions périphériques, situation qui nourrit les frustrations et les conflits.

Le gouvernement a produit un grand nombre de stratégies globales et sectorielles de développement (Vision 2035 / SND 2030 / SDSR-PNIA 2020-2030 / Lois de Décentralisation / SNADDT/ SRADDT / SIF-GDT / PNACC / PNIAIC, etc.) qui manquent cependant de réalisme dans la mobilisation des moyens et de l'appropriation. L'UE a structuré son aide au Cameroun pour la période 2021-2027 (PIP) autour de 3 piliers : (i) gouvernance-démocratisation-paix-stabilisation, (ii) croissance inclusive-emplois durables-secteur privé et (iii) pacte vert : développement durable-climat, alignés sur les priorités de la stratégie nationale la plus récente, la SND 2030.

Il y a de fortes inégalités territoriales de niveau de développement à l'échelle du pays : les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord ont les plus faibles indicateurs de développement humain du pays. Ainsi, dans la région Nord, le taux de pauvreté est de près de 68 % contre 37 %, et l'analphabétisme approximativement de 68 % contre 30 % chez les 15 ans et plus, en moyenne nationale.

De plus, le taux de pauvreté s'élève à 51,5 % pour les femmes. 79,2 % d'entre elles sont en situation de sous-emploi. Seulement 3 % des femmes sont propriétaires d'une maison sans titre foncier et 1,6% sont propriétaires d'un titre foncier à leur nom. Les femmes représentent 71,6 % des travailleurs du secteur informel agricole. 32,5 % des femmes de plus de 25 ans ont atteint un certain niveau d'éducation secondaire (39,2 % pour les hommes). Les garçons ont un accès privilégié à l'éducation. Leur taux de scolarisation brut est de 125 % au primaire (110 % pour les filles). Ils sont 65 % à être inscrits au secondaire (53 % pour les filles)¹.

Ces régions ont été négligées depuis des décennies par le Gouvernement en termes d'infrastructures sociales : le ratio élèves/maîtres y est de 120 contre 80 en moyenne nationale, le ratio habitants/personnels de santé de 1 800 contre 580, l'accès à l'assainissement de 32 % contre 52 % et la distance moyenne à un poste de police de 12 Km contre 6,5 Km en moyenne dans le pays. Elles sont parmi les moins urbanisées du pays, et elles sont moins bien dotées en infrastructures routières (par exemple, il faut 5 heures pour parcourir en voiture les 250 km, pourtant bitumés, entre Garoua et N'Gaoundéré). Ce sous-développement touche particulièrement les femmes et les jeunes (le taux de jeunes sans instruction est supérieur à 35 % dans le Nord contre 14 % en moyenne nationale, et plus encore en zone rurale, et plus encore chez les jeunes femmes du Nord).

A ce sous-investissement étatique spécifique au Septentrion Camerounais, s'ajoutent des tensions. Les facteurs d'instabilité sont multiples et complexes dans leur interaction et seule une approche holistique, à travers une stratégie territoriale « paysage » peut tenter d'apporter des solutions durables.

Au niveau structurel, les régions du Septentrion subissent les conséquences des deux grandes perturbations anthropiques de la nature constatées à quasi toutes les échelles, à savoir le changement climatique (selon le

¹ Source: <https://reliefweb.int/report/cameroon/donn-es-sur-l-galit-des-sexes-au-cameroun>

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en 2050 dans le Septentrion, moins 20 à 30 % de pluviométrie au pic d'août et plus 1,5°C en fin de saison sèche) et la raréfaction des ressources naturelles inertes (eau de surface, dégradation des sols devenant infertiles) et sauvages, végétales (pâturages, savanes arborées et arbres non plantés) ou animales (gibiers et poissons non élevés) suite à la croissance démographique et au changement climatique. Ces pressions structurelles alimentent les tensions que l'on retrouve à travers toute la région sahélienne : la crise de sécurité (ici, tout autour du lac Tchad), avec des menaces terroristes de Boko Haram et la crise de la mobilité pastorale et les conflits entre sédentaires et transhumants. La région fait face à un afflux de réfugiés et de personnes déplacées, fuyant les zones de conflit et les effets du changement climatique, renforçant ainsi la pression démographique et les mouvements internes de populations vers les villes secondaires du Septentrion ainsi que vers les grandes capitales administratives et économiques que sont Yaoundé et Douala.

Le Septentrion camerounais est également caractérisé par une grande diversité ethnique qui se conjugue avec une grande diversité des pratiques religieuses (multiples obédiences chrétiennes, musulmanes et animistes) et coutumières, et une démographie galopante. La région de l'Extrême-Nord est de loin la plus peuplée, majoritairement chrétienne, avec les conditions écologiques les plus difficiles, beaucoup de ses jeunes la quitte donc pour tenter leur chance plus au sud à la recherche de conditions plus favorables. Une grande partie des chefferies coutumières est tenue par des familles sédentarisées appartenant au grand groupe multiforme des peuls ou autres ethnies d'éleveurs sédentarisés issues de migrations anciennes (on compte environ 73 clans peuls différents dans la région, seules quelques-unes d'entre-elles continuent à pratiquer la grande transhumance exclusive). De ce fait, le septentrion est considéré comme une zone d'accueil pour les peuls qui cherchent désormais de manière systématique à s'installer et se sédentariser dans les zones encore plus ou moins ouvertes. Ils ont compris que la pratique de la grande transhumance, basée sur un nomadisme permanent sans point fixe, est condamnée à plus ou moins brève échéance. La très grande majorité des troupeaux du septentrion appartient à des propriétaires sédentaires ruraux (et urbains), le plus souvent appelés désormais « agro-éleveurs » car ils conjuguent l'élevage (bovin-ovin) avec l'agriculture vivrière et de rente (coton). La plupart de ces troupeaux voit leurs possibilités de transhumance saisonnière (mobilité pastorale) réduites d'année en année, leurs conducteurs limitant le plus souvent les déplacements à quelques dizaines de kilomètres pour passer des zones sèches (pâturages de saison des pluies) aux zones humides (pâturages de saison sèche). Ces mouvements pendulaires sont essentiels pour la survie des troupeaux et pour la valorisation de zones inaccessibles ou improductives selon les saisons, mais leur amplitude tend à se réduire.

Entre territoires montagneux et arides (ex. des Monts Mandara dans l'Extrême-Nord), zones humides inondables (zone RAMSAR de la vallée du Logone) et territoires réservés à la conservation (près de 47 % de la région Nord en ZIC et PN), la pression sur les terres exploitables ne fait que s'intensifier, provoquant incursions temporaires et de plus en plus souvent définitives de nouvelles populations dans les zones classées. Dans la seule région de l'Adamaoua, il y aurait plus d'un million et demi de bovins, dont une grande partie continue à pratiquer certaines formes de transhumances. Ce chiffre doublerait largement avec le cheptel des régions du Nord et de l'Extrême-Nord. En saison sèche la plus grande partie des troupeaux de ces régions doit se déplacer à la recherche d'eau et de pâturages. Globalement, le nombre d'animaux domestiques augmente dans les trois régions, du fait des grands propriétaires urbains qui profitent du coût marginal de production permis par les pâturages des zones banales traditionnellement exploités comme des communs, mais aussi des incursions illicites dans les zones classées. La quasi-fermeture de la frontière nigérienne depuis plusieurs années, avec la crise sécuritaire, a déstabilisé le marché des produits agricoles et d'élevage, avec notamment pour conséquence une augmentation très significative du cheptel vif dans les régions Nord et Extrême-Nord, et donc du surpâturage, et une tendance baissière des cours du bétail et de certains produits agricoles, faute de débouchés. L'augmentation de la taille des troupeaux va non seulement de pair avec une aggravation du surpâturage mais aussi avec une compétition accrue pour les terres encore plus ou moins ouvertes, compétition entre éleveurs (et agro-éleveurs) eux-mêmes, et compétition avec les sédentaires et semi-sédentaires. La combinaison entre élevage bovin-ovin basé majoritairement sur une exploitation des pâturages communs (savanes plus ou moins arbustive/arborée) et élevage sédentaire, ou le plus souvent semi-sédentaire (avec une petite transhumance limitée aux périodes les plus critiques de l'année) mais aussi d'autres animaux domestiques (volailles, caprins, ovins) est de plus en plus courante. Dans les zones les plus faciles d'accès, des éleveurs développent également des activités sédentaires d'embouche bovine et ovine destinées à approvisionner directement en camion les marchés urbains camerounais.

La filière coton occupe une place importante dans l'économie camerounaise (1,5 % du PIB et 5 % du PIB agricole, 5^e producteur africain de coton avec 328 000 T en 2019/2020 pour un chiffre d'affaires de 151 Milliards de CFA). La SODECOTON structure la filière depuis des décennies, en partenariat étroit

avec la Confédération nationale des producteurs de coton du Cameroun (CNPC-C) qui regroupe les plus de 160 000 producteurs camerounais de coton des régions Nord, Extrême-Nord, et marginalement de l'Adamaoua, faisant vivre 2 millions de personnes avec cette culture de rente, laquelle est toujours en rotation avec les cultures vivrières indispensables à la sécurité alimentaire (arachide, maïs, sorgho, niébé, etc.). Les rendements sont les meilleurs d'Afrique francophone avec 1 490 Kg de coton graine par ha, et l'élevage sédentaire est promu systématiquement, notamment avec la traction animale. La vulgarisation des techniques agricoles résilientes face au climat est désormais systématisée via un réseau de milliers d'encadreurs et de groupements coopératifs, mais les résultats sont difficiles à pérenniser dans les zones les plus sèches, malgré les apports d'intrants. Plusieurs bailleurs soutiennent la filière coton (Agence France Développement (FD), Allemagne, Union Européenne).

L'insécurité foncière demeure la principale problématique pour la très grande majorité des petits planteurs dans tout le septentrion. Dès que le terrain est quelque peu accidenté, l'érosion devient alors un problème majeur pour tous les agriculteurs, a fortiori dans les zones les plus densément peuplées. L'agriculture de contre-saison (oignon, maraîchage, riz) est en croissance rapide dans toutes les zones où il est possible de puiser de l'eau (souterraine ou de surface) et d'évacuer rapidement les produits vers les marchés urbains de la région et vers les grandes villes du sud. Face au déficit national de production de riz, le Gouvernement encourage fortement les extensions rizicoles dans les zones irrigables (80 000 ha projetés dans la vallée du Logone et près de 15 000 ha dans la vallée de la Bénoué) avec en particulier le soutien de la Banque Mondiale.

L'exploitation licite et illicite du bois énergie est la première cause directe de déforestation dans tout le septentrion, pour approvisionner les marchés urbains régionaux (bois et charbon de bois), et pour s'approprier de nouvelles terres agricoles, dans les zones banales, mais aussi dans les aires protégées, notamment dans les ZIC déjà pour la plupart pratiquement abandonnées, au moins en partie, sur la ligne du front pionnier. La nécessité de reboiser et de restaurer les paysages dégradés s'impose sur toutes les zones périurbaines sur un rayon qui ne fait que s'agrandir autour des agglomérations dont la demande en énergie ne fait, quant à elle, que croître d'année en année. Parallèlement, il est également nécessaire de restaurer et de reboiser les zones périphériques des camps de déplacés et de réfugiés où la recherche de bois de feu a eu des conséquences néfastes sur les paysages.

2.2. Analyse des problèmes

Les partenaires techniques et financiers (PTF), dont l'UE, cherchent globalement à contribuer à la stabilisation du Septentrion et à la résilience de ses populations vulnérables. Les problèmes se présentant à différents niveaux et différentes échelles. Les réponses doivent se concevoir de manière adaptée dans des logiques de complémentarité, en particulier face à l'accroissement des difficultés de mobilité pastorale, et de réduction des espaces communs à partager entre les différents usages.

Le changement climatique et les attaques de Boko Haram relèvent de facteurs majoritairement extérieurs au Cameroun, en conséquence, des actions concertées au niveau de la sous-région du bassin du lac Tchad devront compléter l'action envisagée à travers la TEI : actions humanitaires en faveur des réfugiés et déplacés internes, actions de sécurisation et de stabilisation à travers une poursuite de l'action de la Force multinationale conjointe et les différents programmes de stabilisation le long de la frontière nigérienne pour repousser les attaques djihadistes de Boko Haram, densification de la présence des services sociaux de base, et restauration de l'autorité et la présence de l'État pour assurer la reconstruction et les investissements orientés au développement. De même, la désertification dans la zone sahélienne et les conflits agro-pastoraux ont une dimension régionale et doivent trouver un relais dans des actions régionales, tels que la « Grande Muraille Verte » et des actions d'encadrement de la transhumance régionale (Nigéria, Cameroun, Tchad, RCA et au-delà). **L'action de l'UE circonscrite au Cameroun ne peut pas traiter les causes de ces problèmes mais la TEI cherchera cependant à en atténuer les conséquences sur le terrain.**

La mauvaise gouvernance générale, publique et privée, et le déséquilibre territorial des investissements publics dans les infrastructures sociales, relèvent de décisions gouvernementales. Celui **nécessitent une réponse concertée, à travers le dialogue politique structuré** et à travers des actions appuyées également par d'autres partenaires (notamment ceux octroyant des appuis budgétaires significatifs à l'État, le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de développement (BAD), France et Union Européenne (UE) pour **une mise en œuvre effective de la décentralisation**, agréée au Grand dialogue politique de l'automne 2019 et traduite dans une loi sur la décentralisation en décembre 2019.

Au contraire, **la TEI peut agir directement sur** i) les conflits agro-pastoraux et ii) les conversions et surexploitations de territoires et de ressources naturelles, résultant de la gouvernance territoriale, de décisions (officielles ou non, légales ou non) des acteurs publics et privés qui sont les plus déterminant aux niveaux communal et régional.

C'est pourquoi **l'action proposée ciblera prioritairement ces deux problématiques** (gouvernance des territoires agro-sylvo-pastoraux et gouvernance des territoires de conservation), tout en cherchant simultanément à atténuer les conséquences négatives, comme les déplacements des populations vulnérables (notamment femmes et jeunes) liés aux changements climatiques, aux conflits agriculteurs /pasteurs, à la mauvaise gouvernance, et aux déficiences des administrations.

Pour ce faire, **l'action proposée travaillera** d'une part avec (i) **les acteurs économiques**, les utilisateurs et les consommateurs de ressources naturelles cultivées ou sauvages ainsi que leurs organisations représentatives (les « exploitants »). D'autre part (ii) **avec les autorités centrales, déconcentrées, décentralisées et coutumières** chargées de réglementer l'exploitation des terres, la gestion des ressources naturelles et la production agricole (les « régulateurs ») et enfin, (iii) **avec les organisations de la société civile**² et les centres de recherche présents dans le Septentrion qui appuient et conseillent les uns et les autres sur le terrain, de même qu'en coordination avec les autres (iv) **bailleurs, donateurs et opérateurs de projets (les PTF)**.

À l'issue des larges concertations menées pour formuler l'action, 11 catégories d'acteurs ont été analysées (voir appendice 3), dont 4 (2 d'exploitants, 1 de régulateurs et 1 de partenaires) sont ressorties comme étant à la fois les plus déterminantes dans la gouvernance territoriale du Septentrion, et les plus en mesure d'être incluses dans l'action en tant que « co-maîtres d'œuvre » (et non pas seulement comme bénéficiaires finaux).

- **La Société de Développement du Coton (SODECOTON), en partenariat étroit avec la Confédération Nationale des Producteurs de Coton du Cameroun (CNPC-C) et le Centre Régional d'Appui à la Professionnalisation Agropastorale (CRPA)**: cette société paraétatique d'économie mixte est particulièrement influente dans la zone cotonnière sur près de 60 000 km² entre le Nord et l'Extrême-Nord, non seulement sur la filière coton dans le septentrion, mais également sur de nombreuses activités connexes telles que les productions vivrières, les infrastructures, l'éducation-santé, l'organisation des coopératives³, etc. La Sodecoton s'engage également sur la promotion de la culture de l'anacarde et sur l'appui au développement de l'élevage sédentaire. La politique genre de la Sodecoton cherche à promouvoir les femmes et les jeunes, en interne au niveau de l'industrie, et en externe au niveau des réseaux de producteurs et des services d'encadrement. Elle est une interface privilégiée avec les cultivateurs via leurs structures associatives (CNPC-C, Fédérations, Unions et Coopératives), qui sont ceux qui structurent le plus profondément les territoires du Nord et de l'Extrême-Nord en dehors des aires protégées. Le nombre d'agriculteurs va croissant, ainsi que leur manque de terres. Beaucoup de cultivateurs sont également de petits éleveurs de bovins, ovins, caprins, porcins et volailles. Ils disposent d'organisations représentatives robustes (OP parfois assimilées à des organisations de la société civile - OSC⁴), locales (pour la plupart peu ou pas mixtes en termes de genre) et nationales (CNPC-C, Centre d'appui à la recherche et au pastoralisme (CRPA). Des organisations sectorielles locales féminines sont reconnues dans la plupart des communes. La principale tendance à retenir est le déplacement de certaines populations très vulnérables par mouvements internes des zones les plus densément peuplées dont les sols sont particulièrement dégradés à l'Extrême Nord (Monts Mandara notamment), vers les territoires plus méridionaux des régions Nord et Adamaoua, y compris dans les zones classées.
- **Le Groupement des Guides de Chasse du Cameroun (GGCC) et les ONG de conservation** : les professionnels du tourisme cynégétique, tous membres du Groupement GGCC, gèrent en exclusivité (via des contrats d'amodiation de 5 ans renouvelables signés avec le MINFOF) près de 25 000 km² (2,5 millions ha) de terres de la région Nord. Dans la zone-2 de l'action (partie ouest Bénoué-Faro) se trouve un échantillon de 6 ZIC considérées comme actives. Comme les difficultés commerciales internationales ne font qu'augmenter (dégradation de l'image du secteur, crise sécuritaire, conséquences de la crise sanitaire sur le tourisme) en même temps que les conflits territoriaux au niveau local, on constate à la fois une diminution du nombre de ces professionnels en même temps que leur très forte

² Les OSC sont les intermédiaires qui permettent, de par leur méthodologie participative, l'implication et la participation des communautés dans les activités ainsi que celles des femmes et des groupes vulnérables dont les peuples autochtones.

³ Une des réformes recommandées pour assainir la gestion de la SODECOTON consiste à scinder, du moins au niveau de la comptabilité analytique, les activités commerciales proprement liées à la filière du coton des activités d'offre de services socio-économiques de base au nom de l'État ou de partenaires extérieurs et des activités assumées au nom de la responsabilité sociale de la société.

⁵ Un plan de reconstruction du Septentrion est par ailleurs en préparation par le gouvernement avec l'appui du PNUD, sur le modèle du plan élaboré en 2020 pour les régions du Nord-Ouest / Sud-Ouest (NOSO).

mobilisation en faveur d'une modernisation de leurs pratiques, notamment environnementales et sociales. Parallèlement aux gestionnaires privés des ressources naturelles sauvages, des acteurs non-étatiques étrangers (ONG internationales) s'investissent de plus en plus profondément et durablement aux côtés du MINFOF dans la gestion des parcs nationaux du Septentrion Camerounais, tels AWF (African Wildlife Foundation) dans le Parc National (PN) du Faro, et WCS (Wildlife Conservation Society) dans les Parc Nationaux de la Bénoué et de Bouba Njida. Enfin, il faut souligner la présence dans le Septentrion du principal établissement d'Afrique centrale pour la formation professionnelle (technique et supérieure) aux métiers de la conservation, l'École de Faune de Garoua (EFG). Elle reçoit de l'état un budget de 420 000EUR/an (dont 40 000 EUR de cotisations et taxes), ainsi que des subventions de partenaires tels que l'UE dans le cadre d'ECOFAC-6, ou de l'et AFD et USAID, emploie 60 employés et diplôme environ 60 étudiants par an, dont une 1^{ère} promotion régionale de 18 étudiants de Master-Pro en gestion des aires protégées. L'influence de l'EFG est sectorielle mais également territoriale puisqu'elle est amodiataire d'une ZIC de près de 200 000 hectares (n°19, dans la zone-2 de l'action, dont la moitié serait dans un état correct à bon, le reste étant grandement envahi par les cultivateurs et éleveurs), qu'elle gère avec un manque cruel de moyens (seulement 5 postes de techniciens et un de cadre, aujourd'hui non pourvu).

- **Les Communes et leur association forestière, l'Association des Communes Forestières du Cameroun (ACFCAM)** -et son centre technique, le CTFC-, interfaces avec les chefferies traditionnelles, les Préfets et les Sous-Préfets. L'ACFCAM gère un budget annuel de 1 000 000 EUR consacrés aux actions forestières (dont 40 000 EUR de taxes nationales) pour 25 employés en moyenne. Les Maires et leurs équipes sont désormais considérés comme les premiers promoteurs du développement socio-économique local, via divers outils de planification (Plans communaux de développement et autres plans de gestion des sols, des territoires, de l'urbanisation, des services, etc.) et cadres de négociations. Les autorités communales sont probablement les institutions les plus ouvertes aux femmes - dont une au moins est maire dans la région Nord. L'extension des compétences des communes se poursuit depuis la loi de 2019 sur la décentralisation, notamment aux routes communales, aux écoles, aux points d'eau, aux couloirs à bétail, aux dispensaires, aux postes agricoles et aux forêts Communales. Les communes du septentrion membres de l'ACFCAM consacrent en moyenne plus de 10 000 EUR par an au reboisement et affectent 2 à 3 employés permanents aux actions de « développement durable », particulièrement à la restauration des paysages. Le CTFC (budget annoncé de 480 000 EUR par an dont 13 000 EUR de cotisations et taxes, 12 employés au siège) appuie 12 communes dans le Septentrion via le projet Reboisement-1400 de l'UE, en y gérant un budget total d'approximativement 200 000 EUR par an d'une part (dont 20 % de cofinancement par les communes elles-mêmes) et 12 « points focaux » financés chacun par sa commune, d'autre part. Les Conseils régionaux et leurs Présidents viennent quant à eux de se mettre en place depuis leur élection fin 2020, il est donc encore trop tôt pour évaluer leur influence sur les territoires et les acteurs, mais leurs prérogatives institutionnelles étant très importantes, leur influence devrait être rapidement déterminante. Chaque région travaille actuellement sur son Plan régional de développement⁵.
- **Les Lamibés (chefferies coutumières)** sont considérés comme les principaux gestionnaires du foncier rural (notamment via leur fiscalité informelle) dans le Septentrion camerounais. Le système de gouvernance est traditionnellement patriarcal, il n'y a pas de femmes cheffes coutumières. Bien que le droit républicain soit officiellement équitable entre hommes et femmes en matière d'accès à la terre, de droits de succession et de gestion des héritages mobiliers et immobiliers, les pratiques coutumières sont le plus souvent différentes, favorisant systématiquement le genre masculin. Restant en marge des contrats sociaux reconnus par les autorités formelles locales, nationales et internationales, la plupart des gouvernements coutumiers s'adaptent cependant aux évolutions du droit « positif », avec notamment l'émergence des autorités décentralisées (communes et conseils régionaux), en se faisant élire eux-mêmes ou en influençant directement les élus. Les problèmes de gouvernance territoriale rurale, lorsqu'ils ne peuvent pas être résolus par l'autorité coutumière, sont arbitrés en dernière instance par les Sous-Préfets, les Préfets ou les Gouverneurs (selon qu'ils se situent à l'échelle des arrondissements, des départements ou des régions), bien plus souvent qu'ils ne le sont par les autorités judiciaires. Il n'y a pas encore de femme Gouverneur, ou Préfet, et seulement deux femmes originaires du septentrion sont Sous-Préfètes (Garoua3 et Figuil). Les autres services déconcentrés (des forêts et de l'environnement, de l'économie et de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et développement rural, de l'élevage, de l'environnement, des affaires sociales, des travaux publics, etc.), bien que théoriquement associés à la gouvernance territoriale, ont globalement une faible influence.
- **L'IRAD** anime plusieurs stations de recherche agronomique, zootechnique et forestière dans le Septentrion, avec notamment un focus sur la production de semences de pré base et de base pour

⁵ Un plan de reconstruction du Septentrion est par ailleurs en préparation par le gouvernement avec l'appui du PNUD, sur le modèle du plan élaboré en 2020 pour les régions du Nord-Ouest / Sud-Ouest (NOSO).

l'approvisionnement des multiplicateurs, et sur l'agriculture de conservation intelligente face au climat. Des partenariats sont établis entre le l'IRAD et la plupart des grandes institutions de recherche agronomique en milieu tropical (CIRAD, Africa Rice, CGIAR, etc.). L'université de Maroua et l'université de N'Gaoundéré sont les principaux établissements de formation supérieure dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. À Garoua, l'institut supérieur d'agriculture est quant à lui spécialisé en matière d'agriculture irriguée, tandis que l'École de faune forme les cadres et agents techniques spécialisés en matière de conservation.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et produits

3.1.1. L'impact attendu de l'action :

L'objectif général de l'action est « La résilience des trois régions Septentrionales du Cameroun est augmentée face à la pression démographique et aux crises alimentaires exacerbées par l'insécurité et le changement climatique »

3.1.2. Les objectifs spécifiques de l'action sont :

1. La gouvernance territoriale est plus inclusive dans les 3 zones de l'action et favorise la prévention des conflits.
2. Les territoires agro-sylvo-pastoraux sont exploités de manière plus adaptée à la crise climatique.
3. Les ressources et territoires naturels sont gérés de manière plus durables et inclusives.

3.1.3. Les produits de l'action sont :

Contribuant à l'objectif spécifique 1 :

- 1.1 Les décisions de zonage et de gestion territoriales dans le Septentrion sont davantage informées, inclusives, transparentes et respectées par les différentes catégories d'acteurs.
- 1.2 L'efficacité et l'impact des interventions augmentent grâce à l'approche paysage intégré et la coordination et mutualisation des actions, en premier lieu au niveau des acteurs de la TEI+⁶ dans le Septentrion.

Contribuant à l'objectif spécifique 2 :

- 2.1 Les terres dégradées dans les communes soutenues par le projet sont restaurées
- 2.2 La transition vers un élevage semi-sédentaire et sédentaire dans les communes soutenues par le projet est accompagnée.

Contribuant à l'objectif spécifique 3 :

- 3.1 Le patrimoine naturel dans le Septentrion est mieux protégé.
- 3.2 Les bénéfices de la valorisation économique du patrimoine naturel du Septentrion sont plus équitablement partagés.

Dans le cadre de la complémentarité des diverses actions de l'UE et de ses pays membres, il faut également prendre en compte les financements accordés au titre de l'appui budgétaire et chercher à renforcer la cohérence entre les indicateurs d'appui budgétaire et les actions de terrain.

3.2. Activités indicatives

À titre indicatif les principales activités à réaliser dans le cadre de cette action sont classées comme suit:

3.2.1. Activités relatives au produit 1.1 (dans la perspective TEI, en convergence avec les projets Allemands) :

- **Transparence des conflits territoriaux :** Meilleure planification territoriale et de l'utilisation des sols et ressources (avec utilisation de logiciel d'aide à la décision spatiale de type MARXAN) des communes soutenues ; cohérence avec les plans et schémas d'aménagement du territoire (PLADDT et, au niveau régional, avec les SRADDT); collaboration avec les acteurs institutionnels et privés tels que MEADEN-

⁶ TEI+ : version élargie de la TEI incluant la Banque mondiale, qui investit des montants très importants dans le secteur vert du Septentrion et se montre disponible pour des coordinations avec l'UE, l'Allemagne et la France.

SODECOTON-SEMYR-MIDIMA et OFAC (suivi par imagerie satellitaire dont COPERNICUS) ; renforcement des interactions et collaboration des projets entre milieu périurbain et milieu rural; création de dispositifs de monitoring et prévention des conflits d'usages territoriaux (légaux et illégaux) entre cultivateurs, conducteurs de troupeaux, populations déplacées et conservateurs des ZIC et des PN, en collaboration avec les autorités coutumières et administratives; aux niveaux supérieurs, coordination avec les dispositifs similaires (type Transhumance Tracking Tool) ; enquêtes spécifiques sur les cas illégaux (délits), y compris de corruption (approche « ilots d'intégrité »).

- **Renforcement organisations représentatives :** Renforcement des organisations professionnelles, notamment celles regroupant des femmes et des jeunes ruraux, y compris d'installation récente ; tests d'octroi de facilités spécifiques d'accès à la terre à des collectifs de femmes cultivatrices (par ex. maraîchères) et/ou éleveuses ; formations (via École de Faune de Garoua, EFG) des acteurs judiciaires et régaliens (par ex. sous-Préfets, juges, officiers de Police judiciaire); création et formation professionnelle (via EFG et Centres de Formation Professionnels agréés MINEFOP) de brigades communales féminines de surveillance du respect des engagements territoriaux agro-sylvo-pastoraux et de conservation.
- **Plateforme⁷ de gouvernance :** Appuis au fonctionnement des plateformes communales et régionales de résolution de conflits territoriaux ; tests d'outils de e-gouvernance ; médiatisation des décisions et résultats de ces plateformes ainsi que des éventuelles procédures judiciaires ; aux niveaux supérieurs, liaisons avec les comités d'investissement des conseils régionaux.

3.2.2. Activités relatives au produit 1.2 (centrales dans l'approche TEI)

- **Pilotage interne :** Coordination interne des activités du programme ; formation des maîtres d'œuvre sur les procédures publiques; monitoring des efforts, résultats et impacts du programme; suivi des indicateurs; capitalisation des leçons apprises; valorisation des résultats et des acteurs impliqués.
- **Convergences externes :** Coordination externe avec les programmes de l'Union européenne actuellement en cours (par ex. EcoNorCam, Resinoc, Innovac, ABC-PADER, Projet 1400), de la France (PNDP, ACEFA, AFOP) et de l'Allemagne (ProCOTON, BSB-Yamoussa, ProFE-AFR100, route rurales) mais également de la Banque mondiale (VIVA Bénoué et VIVA Logone, PRODEL, etc.); activités et livrables conjoints; comités de pilotage harmonisés.

3.2.3. Activités relatives au produit 2.1 (dans la perspective TEI, en convergence avec les projets Français/Allemands):

- **Agriculture durable :** Identification des zones à haute valeur de conservation (HVC), restauration et reboisement des espaces dégradés dans les zones classées et les zones « banales » ; plantations-entretiens de fruitiers et ligneux ; production-commercialisation légale de bois de feu ; plantations-entretiens de haies vives et lignes antiérosives fourragères ; promotion de l'agroforesterie et des semences améliorées à cycle court ; formations aux techniques d'agriculture de conservation et de l'agriculture intelligente face au climat (AIC⁸) (via des Centres de Formation Professionnels agréés MINEFOP en partenariat avec Sodécoton, CNPC-C, CTFC et autres OSC du programme); infrastructures agroforestières (pistes, stockages etc.) ; lutte contre les plantes envahissantes.
- **Adaptation :** Intégration des diagnostics de vulnérabilité aux changements climatiques dans les schémas et stratégies régionales d'adaptation inclusive (indicateurs de suivi, bonnes pratiques d'adaptation, stratégie de mobilisation etc.) ; étude de faisabilité de ventes de crédits carbone.

3.2.4. Activités relatives au produit 2.2 (dans la perspective TEI, en convergence avec les projets Français et Allemands)

- **Élevage mobile :** Aménagement de points d'eau pastoraux le long des couloirs de transit du bétail, notamment vers la frontière du Nigeria, et aménagement et délimitation des couloirs à bétail ; aménagement, fluidification et sécurisation des marchés à bétail à la frontière du Nigeria ; amélioration de la gouvernance des marchés à bétail et des infrastructures de valorisation des produits animaux ; vulgarisation des textes sectoriels ; accès aux données climatiques ;
- **Élevage sédentaire (et semi-sédentaire) :** Production de fourrages améliorés herbacés et agroforestiers ; traitement et conservation des fourrages ; gestion améliorée des feux et des rotations dans les pâturages communs ; tests d'élevage extensif/semi-intensif de grand gibier ; formations aux techniques d'élevage sédentaire bovins-ovins-caprins-porcins-volailles (via centres de formation professionnels agréés MINEFOP en partenariat avec la Sodécoton et autres OSC du programme).

⁷ Plateforme au sens de comités locaux et/ou régionaux de résolution inclusive des situations conflictuelles.

⁸ Par exemple : agriculture sous couvert végétal, paillage, micro-irrigation, associations végétales, agriculture sans labour, etc.

3.2.5. Activités relatives au produit 3.1 (dans la perspective TEI, en convergence avec les projets Allemands)

- **Protection patrimoine naturel :** Après validation entre acteurs étatiques et non-étatiques d'un mécanisme de bonne gouvernance ad hoc, mise en place de dispositifs complets, modernes et interconnectés de prévention (type approche TANGO) et de lutte anti-envahissements/braconnage (comprenant des systèmes de renseignement en amont & de suivi des infractions en aval, « control-room », équipements de géolocalisation & communication) pour le PN Faro et au moins 6 ZIC du paysage Bénoué-Ouest ; formations professionnelles afférentes en partenariat avec l'École de Faune de Garoua (EFG) et d'autres OSC du programme ; installation tests de clôtures de détournement des troupeaux.
- **Connaissance et promotion du patrimoine naturel :** Évaluation de l'état et des tendances des principales composantes de biodiversité du Septentrion (animales - pas seulement mammifères - et végétales), en particulier celles susceptibles d'être valorisées par/pour les communautés et les entrepreneurs privés ; capitalisation et promotion des résultats de ces évaluations auprès des investisseurs nationaux et étrangers et du grand public local et national.

3.2.6. Activités relatives au produit 3.2 (dans la perspective TEI, en convergence avec les projets Allemands)

- **Diversification des valorisations économiques :** Évaluations des opportunités économiques complémentaires à la chasse pour valoriser les ZIC peu ou pas fonctionnelles et/ou dégradées (par ex. tourisme non cynégétique, paiements d'autres services environnementaux, exploitation de PFNL, élevage de gibier, plantations barrières agroforestières en limites, promotion des recrues ligneux, etc.) dans le paysage Bénoué-Ouest (par ex. la ZIC-19 gérée par l'École de Faune de Garoua) ; puis organisation d'appels à manifestation d'intérêt pour la mise en œuvre de ces valorisations innovantes ; soutien de l'incubation de ces nouvelles activités de valorisation des ZIC ; renforcement des capacités de gestion cynégétique durable.
- **Partage équitable des bénéfices :** Inclusion des riverains et particulièrement des organisations de femmes et de pasteurs autochtones dans la gouvernance du PN Faro et des ZIC subventionnées ; e-Gouvernance de la fiscalité locale relative à l'exploitation de la biodiversité dans le PNF et les ZIC ; médiatisation des usages de cette fiscalité.

L'engagement de la contribution de l'UE à l'initiative Team Europe prévue dans le cadre du présent plan d'action annuel (20 000 000 EUR) sera complétée par d'autres contributions de la part des partenaires européens. Cet engagement est subordonné à la confirmation formelle, le plus tôt possible, de la contribution significative de chaque partenaire. Si les initiatives Team Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative Team Europe.

3.3. Intégration des questions transversales

3.3.1. Protection de l'environnement et changement climatique

L'appui de l'UE et en particulier à travers cette action « Cameroun: Septentrion Vert et Résilient », première action de la TEI Septentrion « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » (Une approche territoriale comme élément de réponse aux enjeux socio-économiques du Septentrion au Cameroun) s'inscrit dans une démarche plus large visant à soutenir la transition verte, durable et inclusive au Cameroun. Le portage de cette stratégie pour le Nord Cameroun sollicitera un dialogue politique de haut niveau mené conjointement avec les états membres actifs dans cette TEI (France et Allemagne) et un dialogue entre les acteurs et les différents secteurs d'intervention (agriculture, biodiversité, forêt). Une étude SEA sera donc utile pour préparer la prise de décisions sur le territoire mais aussi au niveau national, et permettre également l'engagement des parties prenantes dans la démarche environnementale recherchée.

La vérification préliminaire de l'EIE (étude d'impacts environnementaux) a classé l'action dans la catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte lors de la conception). En effet, comme précisé ci-dessus, l'action a pour objectif de soutenir la transition verte, durable et inclusive au Cameroun et en particulier dans le Septentrion du Cameroun. Les activités étant centrées sur l'environnement, les aspects environnementaux seront bien évidemment abordés lors de la préparation des activités. De plus, l'action intervient au niveau local et ne prévoit pas d'intervention au niveau sectoriel, une étude EIE n'est donc pas nécessaire.

L'évaluation des risques climatiques a conclu que cette action est à risque. Pour cela une « Climate risk assessment » (CRA) est prévue pour mieux comprendre la problématique spécifique du Septentrion et planifier au mieux les activités.

3.3.2. Egalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes DAC de l'OCDE relatifs à l'égalité des sexes, identifiés dans la section 1.1, cette action est étiquetée comme G1 (lorsque l'égalité des sexes est un objectif important). Cela implique que, d'une part, le projet s'appuiera sur les études et analyses « genre » produites dans le Septentrion sur des financements européens (Allemagne et UE via projet ABC-PADER, ainsi que des projets AFD) ; d'autre part, une discrimination positive favorable aux femmes sera appliquée à la plupart des activités socio-économiques (par ex. formations professionnelles, appuis organisationnels, inclusion dans les instances de gouvernance, etc.) et, enfin, les indicateurs socio-économiques seront désagrégés par sexe (par ex. nombre de victimes, de personnes en conflit, de bénéficiaires des valorisations de la biodiversité, etc.).

3.3.3. Droits humains

La protection des droits humains est un secteur de concentration dans le cadre du PIP 2021-2027 (domaine prioritaire 1 « Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation ») avec lequel cette action sera alignée. Il sera aussi tenu compte de la nouvelle stratégie UE pour les droits humains et la démocratie au Cameroun pour la période 2021-2024, qui prévoit comme l'une de ses priorités le « *pacte vert, business et droits humains* », mettant l'accent sur le lien entre les droits humains, la sécurité, la dégradation environnementale et le changement climatique. Une attention particulière y sera accordée lors de la mise en œuvre des activités au Septentrion, favorisant une approche inclusive dans la planification des interventions et maximisant la participation des femmes, des jeunes et des populations vulnérables.

L'insuffisant respect des droits humains dans le Septentrion provoque de multiples effets d'insécurité (en terme d'intégrité physique, de subsistance et de dignité) sur les catégories sociales vulnérables, notamment rurales (femmes, jeunes, cultivateurs, agro-éleveurs et éleveurs pauvres, déplacés, bergers « autochtones »), qui en retour aggravent l'irrespect des droits humains en s'affrontant entre elles, en particulier sur les questions territoriales (par ex. conflits agro-pastoraux). En se donnant pour principaux objectifs d'améliorer la gouvernance territoriale (plus d'inclusion et de transparence, moins de corruption, approche « îlots d'intégrité⁹ ») et de pacifier l'exploitation des territoires (promotion de techniques diminuant les dommages socio-environnementaux collatéraux, accompagnement des "perdants" dans les changements en cours, renforcement des capacités des acteurs vulnérables), le projet vise très directement l'amélioration du respect des droits humains par les catégories sociales rurales elles-mêmes, à court-moyen terme, de sorte que les catégories vulnérables rurales puissent ensuite, à plus long terme, mieux négocier avec les catégories sociales dominantes l'amélioration générale du respect des droits humains (approche du bas vers le haut).

Ces bergers « autochtones », ci-dessus mentionnés sont des Peuls, Mbororos exclusivement nomades et considérés autochtones. Ils sont désormais très minoritaires¹⁰.

L'identification de cette initiative équipe Europe a impliqué un large processus de consultations incluant toutes les parties prenantes du paysage du Septentrion camerounais : autorités locales et régionales, autorités traditionnelles, la société civile et le secteur privé. La collaboration avec les communautés autochtones et les femmes est au cœur de l'approche de NaturAfrica¹¹ et sera appliquée pour la mise en œuvre. Leurs droits seront pris en compte notamment à travers leur implication dans les différentes étapes des activités qui les concernent directement conformément au « *document de travail conjoint des services mettant en œuvre la politique extérieure de l'UE à l'égard des peuples autochtones* »¹².

3.3.4. Handicap

Conformément aux codes CAD de l'OCDE sur le handicap identifiés dans la section 1.1, cette action est étiquetée comme D0. Cela implique que le projet s'assurera que les outils de suivi sont en place pour signaler les problèmes potentiels de handicap, le cas échéant.

⁹ Ilots d'intégrité : instrument qui a été mis au point au cours des années 1990 par Transparency International (TI), pour permettre aux gouvernements, aux entreprises et aux organisations de la société civile, qui sont disposés à lutter contre la corruption, de pouvoir mener ce combat dans le domaine des marchés publics. Ici, adopté au sens figuré (aussi dit « Pacte d'Intégrité ») et au sens propre (d'espace ou de territoire, où les acteurs s'accordent sur un pacte d'intégrité). Voir « Talla M., Calaque R. 2014. Durabilité de la foresterie en Afrique Centrale ? En luttant contre la corruption ! »

¹⁰ https://www.observatoire-comifac.net/docs/edAP2020/FR/EDAP_2020_CHAPITRE_VI.pdf

¹¹ NaturAfrica : The Green Deal approach for EU support to biodiversity conservation in Africa

¹² https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/swd_2016_340_f1_joint_staff_working_paper_en_v2_p1_865982.pdf

3.3.5. Démocratie

La gouvernance et la démocratie constituent avec les droits humains un secteur essentiel dans le PIP 2021-2027 (domaine prioritaire 1 « Gouvernance, démocratisation, paix et stabilisation »). Ce programme contribuera à renforcer les actions orientées au développement d'un système plus démocratique et légitime par l'amélioration de la gouvernance locale et du processus de décentralisation, mais aussi par la promotion d'une culture de l'inclusion sociale, du dialogue interinstitutionnel, de la non-discrimination et de participation de la société civile et d'autres partenaires.

Compte tenu des diverses crises des droits humains constatées dans le Septentrion Camerounais, la démocratie locale fonctionne encore trop faiblement : les intérêts de plusieurs catégories sociales vulnérables sont peu représentés et/ou les décisions et actions de ces représentants sont minées par la mauvaise gouvernance (exclusion, opacité et impunité organisées par certains acteurs dominants au détriment des acteurs dominés). Une analyse d'économie politique du Septentrion sera effectuée à l'automne 2021, permettant de mieux identifier les acteurs de changement et de mieux comprendre comment intéresser les autres acteurs aux démarches proposées.

En ciblant la plupart des activités sur les Communes et progressivement également sur les Régions, en augmentant donc les responsabilités, les compétences et l'intégrité des élus locaux (approche « îlots d'intégrité »), le projet vise très directement à renforcer à court-moyen terme la démocratie locale, de sorte qu'une partie de ces élus contribue ainsi à renforcer à moyen terme la démocratie nationale (approche du bas vers le haut).

3.3.6. Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Tel que déjà évoqué, les droits fondamentaux sont très insuffisamment respectés dans le Septentrion Camerounais depuis des décennies, les autorités et les élites nationales ayant sous-investi dans ces régions (les indices de développement y sont très inférieurs aux moyennes nationales) et les relations politiques avec le régime en place depuis 1982 sont historiquement complexes et difficiles (suite à la tentative de coup d'état d'avril 84). À cela s'ajoutent les facteurs d'insécurité venant du Nigeria, du Tchad et de RCA très proches, les concurrences traditionnelles entre cultivateurs, agro-éleveurs et éleveurs pour l'usage des terres, aggravées avec les changements climatiques. De ce fait le Septentrion est une zone de conflictualité élevée.

En faisant de la réduction des conflits territoriaux son objectif et son indicateur principal, le projet subordonne toutes ses activités à cette ambition qui sera conséquemment et évidemment centrale. De plus la formulation de cette action est basée sur une analyse sensible aux conflits, qui préconise de cibler les opportunités de prévention de conflits et construction de la paix en cherchant la « Réduction des usages concurrents conflictuels au niveau des territoires et dans la gestion des ressources naturelles » et c'est effectivement un des résultats attendus de l'action (résultat 1). Les mesures préconisées (Intégrer la dimension gestion du foncier, prendre en compte le rôle de la société civile dans le dialogue autour de la gestion du foncier, prendre en considération les aspects de genre, avoir des actions de lutte contre la corruption et mauvaise gouvernance et avoir des approches territoriale paysage et systémique) sont au cœur même des interventions prévues.

3.3.7. Réduction des risques de catastrophes

Les principaux risques redoutés sont sécuritaires puis climatiques, cf. ci-dessous les mesures d'anticipation proposées. La TEI, en plaçant l'augmentation de la résilience des 3 régions Septentrionales du Cameroun face aux crises alimentaires et climatiques comme priorité principale, va contribuer également au trois premières priorités du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (1. comprendre les risques de catastrophe, 2. renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer, et 3. investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience).

3.3.8. Société Civile

La société civile sera une partie fondamentale dans les actions par l'engagement d'ONG locales et internationales. Les organisations de la société civile sont sur le terrain les intermédiaires de mise en œuvre qui permettent, de par leur méthodologie participative d'intervention, la participation des communautés

dans les activités ainsi que celle des femmes et des groupes vulnérables (peuples autochtones). Les activités notamment comme la planification territoriale avec la mise en œuvre de la méthodologie participative PLADDT (3.2.1) et les plateformes de gouvernance sont des exemples concrets de cette implication de la société civile dans la mise en œuvre de l'action.

3.3.9 Migration et déplacements internes

La région connaît à la fois des afflux de réfugiés externes et de personnes déplacées internes, fuyant les zones de conflit, et les effets de la surpopulation, aggravés par le changement climatique. La stratégie a centré son action autour de la réduction des conflits territoriaux dans les zones d'accueil et la promotion d'un aménagement du territoire prenant en compte ces dynamiques de populations. L'action prévoit également des activités d'adaptation aux crises climatiques, y compris pour les personnes déplacées, et la préparation de stratégies régionales d'adaptation inclusive prenant en compte les besoins des déplacés internes, des réfugiés et des communautés hôtes.

3.4. Risques et enseignements tirés

3.4.1. Risques

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
	Aggravation de l'insécurité dans le Septentrion, réduisant l'accès aux étrangers (y compris l'accès international et humanitaire) et augmentant les déplacements de populations impactées.	H	H	<p>Entre autres raisons, l'action est conçue pour être mise en œuvre majoritairement par des acteurs originaires ou résidents du Septentrion car ils sont les plus résilients face à d'éventuelles crises sécuritaires.</p> <p>Les actions TEI doivent être complétées par des actions régionales en appui à la stabilisation de la région du lac Tchad, de lutte contre la désertification, d'accompagnement des réfugiés et déplacés internes et de gestion de la transhumance.</p>
	Concurrences stratégiques réduisant la volonté gouvernementale de corriger les retards de développement du Septentrion.	H	M	<p>L'action repose majoritairement sur des acteurs originaires ou résidents du Septentrion, notamment pour ne pas être subordonnée aux éventuels arbitrages défavorables au niveau central.</p> <p>Les actions seront complétées par le dialogue politique structuré en format européen au niveau central, et des appuis à la mise en œuvre effective de la décentralisation et au rééquilibrage budgétaire régional</p>

	Mauvaise gouvernance budgétaire publique entraînant une faible disponibilité des fonds destinés aux acteurs déconcentrés et décentralisés du Septentrion.	H	M	<p>L'action repose majoritairement sur les capacités, y compris financières, d'acteurs non-étatiques de manière à ne pas être entravée par le sous-financement structurel des acteurs étatiques.</p> <p>La TEI sera complétée par des actions en appui à la décentralisation effective, y compris le renforcement des capacités des autorités décentralisées et par des appuis au renforcement de la gestion des finances publiques qui respectent les principes de transparence et reddition des comptes.</p>
	Concurrences entravant les coopérations intra- et intersectorielles entre acteurs étatiques, non-étatiques et internationaux.	H	M	<p>L'action repose sur une anticipation fine des concurrences ou conflits entre acteurs locaux (y compris de l'APD) et consacre en conséquence l'un de ses 6 extraits (le 1.2) au dépassement de ce problème.</p> <p>Une analyse d'économie politique permettra de mettre en carte les différents centres de conflits d'intérêts et la manière de les surmonter, y compris à travers le dialogue politique structuré.</p>
	Relations cachées de collusion et de corruption minant les efforts affichés de pacification des relations territoriales.	H	H	<p>L'action prend en compte les résultats intermédiaires du projet de l'UE (EcoNorCam) et des projets de l'Allemagne et de la France qui sont également sensibles aux enjeux de mauvaise gouvernance territoriale.</p> <p>L'action sera complétée par des actions au niveau central de renforcement de la gestion des finances publiques et de lutte contre la corruption.</p>
	Contradictions entre textes juridiques, réglementations et contrats adoptés dans les secteurs concurrents dans les territoires.	B	M	<p>L'action repose majoritairement sur des acteurs disposant de mandats territoriaux suffisamment robustes pour ne pas être bloqués par ces contradictions et sera force de proposition pour contribuer à résorber ces contradictions.</p>
	Manque d'expérience diminuant la capacité d'absorption de financements internationaux par les acteurs décentralisés.	B	M	<p>L'action reposant sur des acteurs en majorité locaux et reconnus comme crédibles et légitimes, mais également non spécialisés en exécution de projets UE, il est donc</p>

				<p>prévu un accompagnement spécifique à la maîtrise d'œuvre.</p> <p>Des actions complémentaires d'appui à la décentralisation sont prévues, qui comprennent des actions de renforcement des capacités des autorités décentralisées et des OSC.</p>
--	--	--	--	--

3.4.2. Leçons apprises

Au cours des décennies passées¹³, et quasiment dans tous les secteurs à travers le Septentrion Camerounais, la grande majorité des projets d'Aide Publique internationale au Développement (APD) s'est focalisée d'une part sur *l'adoption d'engagements politico-territoriaux* (lois, réglementations, contrats, chartes, partenariats, etc.) entre les diverses parties prenantes, et d'une part *sur le renforcement de leurs capacités* (humaines, financières et logistiques). Si on admet que ces négociations et ces renforcements étaient nécessaires, force est de constater qu'ils n'étaient pas suffisants, le développement du Septentrion restant notoirement inférieur aux moyennes nationales et régionales. La plupart de ces engagements politico-territoriaux n'ont généralement pas été respectés et les capacités et l'appropriation des acteurs concernés sont globalement restées faibles.

L'hypothèse sous-jacente de la présente action est que dans un contexte de mauvaise gouvernance¹⁴ publique et privée au Cameroun, les actions d'aide strictement technico-financières (type renforcement des capacités) ainsi que les actions strictement « bonne-gouvernance » (type négociations inclusives de partenariats) ont des impacts limités et peu durables. En effet, elles sont grandement détournées au profit et intérêts particuliers des acteurs dominants responsables et bénéficiaires de cette mauvaise gouvernance systémique, au détriment des acteurs vulnérables qui devaient théoriquement bénéficier desdites actions d'aide publique.

La persistance d'une mauvaise gouvernance systémique indique que l'État est trop tourné vers certains intérêts particuliers et insuffisamment « tourné vers le développement », donc qu'il sera difficile d'obtenir des réformes systémiques au niveau macro, il devient alors plus pragmatique et plus efficace de chercher à constituer des « îlots d'intégrité » à l'échelle de paysages aux limites plus faciles à circonscrire via des projets coordonnés (voir Annexe-4). C'est dans ces îlots d'intégrité qu'il sera ensuite possible de mener efficacement des actions de renforcement des capacités et des pratiques des entreprises privées et des services publics, susceptibles de produire ensuite des impacts positifs sur les vulnérables, la biodiversité et le climat.

Pour constituer ces îlots d'intégrité, l'expérience montre qu'en Afrique centrale il est quasi indispensable de pouvoir nouer des partenariats durables avec des acteurs disposant de mandats officiels de gestion / exploitation de territoires tels que les ZIC, les forêts communales ou les parcs nationaux dont la gestion leur a été déléguée, notamment via un Partenariat Public Privé (PPP). Ces mandats doivent pouvoir s'inscrire dans la durée, tout comme leurs gestionnaires, ce qui leur donne alors la visibilité dans le temps permettant d'initier des actions et d'en attendre un légitime retour sur investissement. Les appuis financiers à consentir par l'APD viendraient dans ce cas soutenir les efforts des mandataires territoriaux, notamment sur les activités importantes au plan environnemental, mais à la rentabilité économique et financière directe souvent trop faible pour pouvoir être supportées par les seuls gestionnaires privés ou par les gestionnaires publics locaux. Ces acteurs à mandats territoriaux, qu'ils soient à but non-lucratifs (ONG, Communes) ou lucratifs (gestionnaires de ZIC, CNPC-C -en partenariat avec la Sodecoton) peuvent être soutenus non seulement techniquement mais aussi financièrement par les donateurs publics, et ce, de manière durable au titre des « biens publics mondiaux » environnementaux qu'en général ils peuvent entretenir sur le long

¹³ Entre 2000 et 2017 (cf. étude CSA pour la Banque mondiale), l'UE, l'Allemagne et la France ont engagé approximativement 1 milliard d'euros (soit plus ou moins 500 millions sur 7-8 ans) sur 4 secteurs « verts » dans le Septentrion : principalement développement rural et alimentation pour l'UE, agriculture pour la France, et développement rural et ressources naturelles pour l'Allemagne (pas ou peu l'élevage, le foncier/territorial ou encore l'adaptation/atténuation des changements climatiques). Faute de pilotage réellement partagé à l'époque entre l'UE, l'Allemagne et la France, il n'est pas possible aujourd'hui de savoir exactement où (régions, départements ou arrondissements) ces actions ont été spécifiquement menées à l'intérieur du Septentrion, mais on peut supposer que l'aide n'a pas atteint uniformément tout le Septentrion, vaste comme la moitié de la Grèce.

¹⁴ « Gouvernance » : « par qui et comment sont prises les décisions ». La gouvernance est dite bonne quand, a minima, les prises de décisions (#1) incluent des représentants de toutes les parties prenantes, en particulier les plus vulnérables, et (#2) quand ces décisions sont prises de manière transparente, redevables (des décideurs devant les parties prenantes) et subsidiaires (au plus près des parties prenantes de terrain). A l'inverse, la gouvernance est mauvaise quand, a minima, les décisions sont prises en excluant les parties prenantes, de manière opaque, en ménageant l'impunité des décideurs et au plus loin des parties prenantes de terrain.

terme, et/ou au titre des responsabilités sociétales d'entreprise (RSE) qu'ils s'engagent volontairement à assumer, au-delà de leurs obligations légales et réglementaires.

La principale leçon apprise des dernières décennies d'APD au Cameroun est que les actions doivent comprendre, en plus des composantes classiques sous-citées de « renforcement des capacités », des composantes « paysage intégré », et des composantes conçues pour diminuer concrètement la « mauvaise gouvernance publique et privée » - notamment des activités dissuadant l'opacité, l'impunité et l'exclusion.

La présente action prend donc en compte les leçons apprises en adoptant l'approche globale « îlots d'intégrité », en renforçant les observations indépendantes de conflits territoriaux, en soutenant des discriminations positives favorables aux femmes dans les recrutements et les formations, et en relayant les activités d'anti-corruption foncière initiées par l'action EcoNorCam (lancée sur le terrain début 2021). Ces activités reposeront en grande partie sur des OSC du Septentrion, reconnues dans le domaine de la gouvernance et donc pré-identifiées (voir supra), et qui seront subventionnées par l'action.

3.5. Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est la suivante :

Les acteurs les plus structurés et disposant des mandats territoriaux les plus déterminants (tels que le tandem SODECOTON-CNPC-C, les amodiataires de ZIC, les Conseils Communaux et Régionaux associés aux Lamibé et les gestionnaires de parcs nationaux) appliquent mieux :

- des mesures d'incitation aux bonnes pratiques de gouvernance territoriale^[1], d'agro-sylvo-pastoralisme intelligent face au climat et de conservation des ressources naturelles sauvages
- des mesures de dissuasion de l'opacité, de la corruption et des manquements aux engagements contractuels, aux réglementations et aux lois

Ces acteurs sont capables de cela grâce à :

- des appuis techniques et financiers renforcés des donateurs et bailleurs, car mieux coordonnés
- un contexte relativement stable de disponibilité de ces acteurs à collaborer

Le résultat sera que *les ressources et les territoires naturels, à la fois sauvages¹⁵ et domestiques¹⁶ seront moins surexploités, voire même restaurés, ainsi que cela a été constaté dans d'autres paysages¹⁷ de la région également structurés autour d'acteurs très robustes et à forts mandats territoriaux.*

Par ailleurs, le contexte de décentralisation plus effective et centrales dans les relations entre toutes les catégories sociales, résultera en une amélioration de la gouvernance générale de ces zones car :

- La gestion technico-financière ainsi que la gouvernance des ressources et territoires naturels dans 3 zones du Septentrion (cf. cartes en annexe) seront améliorées. Ces ressources sont vitales pour les personnes vivant dans les situations plus vulnérables (femmes, jeunes, bergers autochtones, déplacés).
- Les conflits seront diminués et les coopérations renforcées, rendant les diverses populations, notamment les personnes vivant dans les situations plus vulnérables (femmes, jeunes, bergers autochtones, déplacés), plus résilientes face aux pressions globales. Celles-ci sont notamment l'insécurité globale du Sahel et la tentation de l'extrémisme violent, qui trouve sa source dans le désespoir d'une jeunesse sans avenir, ou le changement climatique et les mouvements migratoires non-régulés qui découlent de ces pressions combinées.

Cette logique d'intervention fondée sur la gouvernance des acteurs territoriaux permet l'intégration des principaux enjeux environnementaux et sociaux, car *elle implique les deux extrémités de la chaîne de pouvoir et de décision, à savoir les personnes vivant dans les situations plus vulnérables et les plus déterminants.* En effet, l'hypothèse sous-jacente de cette approche est que les pauvres, femmes, jeunes, discriminés, déplacés et migrants sont les plus vulnérables. Ils le sont non seulement parce qu'ils manquent de capacités ou de compétences, mais aussi parce que leurs conditions de vie, en particulier les trajectoires des territoires dans lesquels ils vivent, sont déterminées faiblement par eux-mêmes et fortement par d'autres

[1] « Territoire » : « un espace limité investi socialement, économiquement, culturellement et politiquement par des groupes humains organisés ».

¹⁵ Notamment les savanes fourragères et les espèces et espaces dits « protégés ».

¹⁶ Notamment les plantations agroforestières, les points d'eau, les couloirs à bétail ou les troupeaux.

¹⁷ « Approche paysage intégré » : Cette approche stratégique, peu adaptée aux renforcements de « filières », est en revanche pertinente pour améliorer la gouvernance institutionnelle et économique des territoires ruraux, qui elle-même détermine l'intensité des conflits (voire des violences) entre acteurs partageant l'usage desdits territoires.

L'approche paysage consiste à se concentrer à une échelle géopolitique « méso » qui seule permet de faire converger plusieurs projets focalisés sur quelques thématiques (versus un seul projet englobant toutes les thématiques, mais à une échelle micro, ou de multiples projets mais dispersés à travers le niveau macro), en ciblant les acteurs les plus déterminants du paysage (et pas seulement les acteurs les plus « proches » des donateurs) et en investissant les unités géographiques les plus influentes et accessibles.

acteurs, qu'on appellera donc « acteurs déterminants ». Ceux-ci ont souvent des intérêts particuliers qui divergent de ceux des populations vulnérables, et même qui les dominent.

Dès lors, pour améliorer la qualité de vie des vulnérables, *la logique d'action fait recourt à des intermédiaires de gestion de projet tenus d'intervenir des deux côtés des rapports de force, à la fois auprès des vulnérables et auprès des acteurs déterminants*. Cette double approche permet à l'action d'être simultanément efficace et sans dommages collatéraux (*principe « do no harm »*).

Les femmes rurales (résidentes et déplacées) figurent au premier rang des populations vivant dans les situations plus vulnérables visées en priorité par l'APD de l'UE, car elles sont « atteintes » par de multiples mécanismes de domination aux niveaux méta, macro, méso et micro. En conséquence, pour contribuer à améliorer concrètement et relativement rapidement les conditions de vie des femmes rurales du Septentrion, la logique d'action prévoit des interventions d'autonomisation féminine de part et d'autre des rapports de forces patriarcaux, c'est-à-dire directement auprès des femmes (par ex. en soutenant leurs associations professionnelles et leurs institutions traditionnelles), et auprès des acteurs déterminants listés ci-dessus, très majoritairement masculins (par ex. en négociant avec eux la mise en place d'actions favorisant la participation des femmes aux formations professionnelles et leur accès aux micro-financements, ainsi que l'intégration dans les instances de gouvernance, en particulier territoriales, de davantage de mixité de genre en général et de quelques espaces de dialogues féminins non-mixtes le cas échéant).

Une telle logique d'action suppose que les porteurs de l'action disposent de suffisamment de moyens pour « peser » dans les négociations avec les acteurs territoriaux dominants : des moyens politiques, financiers et techniques.

Cette logique d'action est donc structurellement corrélée à l'approche TEI, qui seule permet à l'UE d'atteindre une telle « masse critique » de moyens pour négocier au sein de paysages vastes, dès lors que l'UE a réussi en amont à mutualiser les moyens de ses pays membres et des institutions financières européennes de développement dans les zones ciblées.

Enfin, pour « peser » dans ces négociations, il faut non seulement que les porteurs de l'action soient correctement financés et coordonnés, mais il faut également que certains d'entre eux soient « locaux ». En effet, les paysages agro-pastoraux ou pastoralo-conservationnistes étant l'objet de conflits particulièrement complexes du point de vue politico-socio-culturel, les opérateurs chargés d'en appuyer la gouvernance doivent être avant tout *légitimes aux yeux des populations locales et/ou déplacées*. En conséquence, parmi les catégories d'opérateurs envisagées (cf. annexe-3), des « organisations non-étatiques locales » pourraient être plus indiquées comme maîtres d'œuvre pour certaines des actions sur ces territoires. Si ces opérateurs locaux pressentis avaient des compétences jugées trop limitées relatives aux procédures imposées par les donateurs, alors il conviendrait d'inclure dans les projets un renforcement de leurs compétences administratives et financières.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Résultat	Chaîne de résultats : principaux attendus	Indicateurs	Ligne de base (valeur et année)	Cibles (valeur et année)	Sources de vérification	Hypothèses
Impact	La résilience des 3 régions Septentrionales du Cameroun est augmentée face aux crises alimentaires et climatiques.	1/ Nombre de personnes se déclarant forcées de se déplacer (par une crise alimentaire ou climatique) désagrégué par sexe	1/ à définir 2022	1/ à définir 2025	1/ Système Nations Unies (par ex. Organisation pour la migration internationale OIM)	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	R1/ La gouvernance territoriale est plus inclusive dans les 3 zones de l'action et favorise la prévention des conflits.	1/ Nombre de petits exploitants (cultivateurs, éleveurs, agro-éleveurs) touchés par les interventions communales soutenues par l'UE visant à accroître leur production et sécurité foncière (désagrégué par sexe et âge et statut de mobilité dans la mesure du possible)	1/ à définir 2022	1/ A définir 2025	1/ MEADEN-SODECOTON-SEMRY-MIDIMA avec OFAC	Les lois de décentralisation et d'aménagement du territoire sont traduites en décrets et arrêtés, qui sont appliqués.
Effet direct 2	R2/ Les territoires agro-sylvo-pastoraux sont exploités de manière adaptée à la crise climatique	2/ Surfaces d'écosystèmes agricoles, pastoraux ou agro-forestiers où des pratiques de gestion durable ont été introduites avec le soutien de l'UE (en km²)	2/ à définir 2022	2/ à définir 2025	2/ MEADEN-SODECOTON-SEMRY-MIDIMA avec OFAC	Les acteurs décentralisés et déconcentrés, publics et privés, collaborent et participent activement aux plateformes régionales et locales de concertation
Effet direct 3	R3/ Les ressources et territoires naturels sont gérés de manière plus durables et inclusives	3/ Surfaces d'écosystèmes terrestres et d'eau douce sous (a) protection (b) gestion durable avec le soutien de l'UE (en ha)	3/ 300 000 ha 2022	3/ à définir 2025	3/ MEADEN-SODECOTON-SEMRY-MIDIMA avec OFAC	Les acteurs centraux et déconcentrés du MINFOF collaborent avec les autres acteurs impliqués et promeuvent les délégations de gestion des différentes catégories d'aires protégées

Produit 1 lié à l'effet direct 1	E1.1/ Les décisions de zonage et de gestion territoriales dans le Septentrion sont davantage informées, transparentes et respectées	<p>1.1.1/ Nombre de signalements de conflits territoriaux dans le Septentrion enregistrés et publiés par an, désagrégué par sexe et par statut de mobilité dans la mesure du possible</p> <p>1.1.2/ Nombre de PV post-conflits territoriaux dans le Septentrion enregistrés et publiés par an, désagrégué par sexe et par statut de mobilité dans la mesure du possible</p>	<p>1.1.1/ à définir 2023</p> <p>1.1.2/ à définir 2023</p>	<p>1.1.1/ à définir 2026</p> <p>1.1.2/ à définir 2026</p>	<p>1.1.1/ Système Nations Unies (par ex. OIM)</p> <p>1.1.2/ Conseils Régionaux</p>	Les différents acteurs décentralisés et déconcentrés, publics et privés ne font pas de rétention d'information ; les actes de corruption identifiés ne sont pas impunis.
Produit 2 lié à l'effet direct 1	E1.2/ Les actions de la TEI+ dans le Septentrion sont davantage mutualisées	<p>1.2.1/ Nombre de produits délivrés conjointement par des projets de la TEI+ (par année)</p> <p>1.2.2/ Nombre d'indicateurs corrélés aux composantes 1-2-3 informés par les autres projets de la stratégie TEI+ du Septentrion par an</p>	<p>1.2.1/ 0 en 2022</p> <p>1.2.2/ 0 en 2022</p>	<p>1.2.1/ 3 en 2025</p> <p>1.2.2/ 3 en 2025</p>	<p>1.2.1/ Comité de pilotage</p> <p>1.2.2/ Comité de pilotage</p>	Les donateurs/ bailleurs collaborent entre eux, de même que les intermédiaires de mise en œuvre de projets ; l'approche TEI est concrètement consolidée.

Produit 1 lié à l'effet direct 2	E2.1/ Les principaux sols dégradés et disputés dans les communes visées par le projet sont restaurés	2.1.1/ Nombre de petits exploitants utilisant des techniques d'agriculture intelligente face au climat (AIC), désagrégué par sexe et statut de mobilité dans la mesure du possible 2.1.2/ % de surfaces incendiées non-contrôlées dans les communes visées par le projet 2.1.3/ Surfaces de terres restaurées (en ha)	2.1.1/ à définir 2022 2.1.2/ à définir 2022 2.1.3/A définir 2022	2.1.1/ à définir 2025 2.1.2/ à définir 2025 2.1.3/ A définir 2025	2.1.1/ MEADEN-SODECOTON-SEMRY-MIDIMA avec OFAC 2.1.2/ MEADEN-SODECOTON-SEMRY-MIDIMA avec OFAC 2.1.2/ MEADEN-SODECOTON-SEMRY-MIDIMA avec OFAC	Les cultivateurs collaborent avec les maîtres d'œuvre du projet. Des images satellitaires des zones ciblées sont mises à disposition de l'OFAC (par ex. par COPERNICUS, AGEOS) plusieurs fois par an.
Produit 2 lié à l'effet direct 2	E2.2/ La transition vers un élevage semi-sédentaire et sédentaire dans les communes visées par le projet est accompagnée	2.2.1/ Nombre de points d'eau pastoraux durablement gérés dans les communes visées 2.2.2/ Nombre de tonnes de fourrages produites par an dans les communes visées	2.2.1/ à définir 2022 2.2.2/ à définir 2022	2.2.1/ à définir 2025 2.2.2/ à définir 2025	2.2.1/ Conseils régionaux et MINEPIA 2.2.2/ Conseils régionaux et MINEPIA	Les éleveurs et les agroéleveurs collaborent avec les maîtres d'œuvre du projet. Les communes et les chefferies s'entendent sur les limites des couloirs à bétail, les emplacements des points d'eau pastoraux et les terres affectées à la production de fourrages à but commercial
Produit 1 lié à l'effet direct 3	E3.1/ Le patrimoine naturel dans le Septentrion est mieux protégé	3.1.1/ Notes biennales d'efficacité de gestion des aires protégées visées 3.1.2/ Densité en Élan de Derby et Buffles dans les aires protégées visées 3.1.3/ Nombre d'évaluations conduites avec le soutien de l'UE sur l'état et des tendances des	3.1.1/ à définir 2022 3.1.2/ A définir 2022 3.1.3 A définir 2022	3.1.1/ à définir 2025 3.1.2/ à définir 2025 3.1.3/ à définir 2025	3.1.1/ OFAC 3.1.2/ OFAC 3.1.3/ OFAC	Les acteurs publics et privés ne font pas de rétention d'information en matière de gestion du patrimoine naturel

		principales composantes de biodiversité du Septentrion				
Produit 2 lié à l'effet direct 3	E3.2/ Les bénéfices de la valorisation du patrimoine naturel du Septentrion sont plus équitablement partagés	<p>3.2.1/ Montant issus de la valorisation des biens et services écosystémiques collectés et publiés annuellement par les communes visées</p> <p>3.2.2/ Nombre de femmes retirant un bénéfice monétaire de la valorisation des aires protégées visées</p>	<p>3.2.1/ à définir 2022</p> <p>3.2.2/ à définir 2022</p>	<p>3.2.1/ à définir 2025</p> <p>3.2.2/ à définir 2025</p>	<p>3.2.1/ Conseils régionaux</p> <p>3.2.2/ Conseils régionaux</p>	Les communes et les conseils régionaux publient chaque année leurs PTBA et leurs Plans de performance annuels.

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre cette action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec le pays partenaire.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés.

4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁸.

4.4.1. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre de l'UE

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: organisation d'états membres impliqués dans la TEI, avec de l'expertise adaptée à l'action en lien avec les résultats, expérience au Cameroun, et une expérience en coordination pour porter et accompagner la mise en œuvre de la stratégie.

La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des résultats 1, 2 et 3 dans les 3 zones prioritaires de la TEI « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » / volet paysage (agriculture/conservation), et les tâches suivantes : mise en œuvre de la composante-1, en particulier la livraison du produit -2 « Les actions de la TEI+ dans le Septentrion sont davantage mutualisées » y inclus des appuis aux membres du consortium spécifiquement sur les questions de procédures Européennes de gestion de projet; supervision des membres du consortium chargés de la mise en œuvre des composantes 2 et 3.

Pour ce faire, seront associés pour la mise en œuvre les partenaires de terrain pertinents et légitimes pour l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.2.

4.4.2. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée dans la section 4.4.1, une partie de l'action peut être mise en œuvre en gestion directe (subvention(s)) conformément aux modalités de mise en œuvre identifiées ci-dessous.

a) Objet de la(des) subvention(s)

Cette mise en œuvre impliquera l'appui à la réalisation du résultat 3.2 de l'action dans ses trois zones d'intervention. En particulier, cette subvention visera à renforcer les capacités, la gouvernance et la légitimité politique des administrations, des communautés, des organisations de la société civile et des entreprises engagées dans la conservation des aires protégées de ces trois zones, d'une part, et des territoires naturels permettant une connectivité entre ces aires protégées, d'autre part.

b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisation locales ou organisations internationales sélectionnées sur la base des critères suivants:

¹⁸ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

déjà installées à Maroua ou dans le Septentrion du Cameroun, ayant les capacités et l'expérience pertinentes à cette action.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié du fait de la situation de crise reconnue dans le Septentrion, au Cameroun et de part et d'autre des frontières.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée dans la section 4.4.1., une partie de l'action peut être mise en œuvre en gestion directe (passation de marché(s) pour des services). Il s'agit de la mise en œuvre des composantes 1, 2 et 3.1.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives ¹⁹	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Composante-1 : la gouvernance territoriale est plus inclusive dans les 3 zones du programme	
Option-1 gestion indirecte– cf. section 4.4.1	4 000 000
Composante-2 : les territoires agro-sylvo-pastoraux sont exploités de manière adaptée à la crise climatique	
Option-1 gestion indirecte– cf. section 4.4.1	7 750 000
Composante-3 : les ressources et territoires naturels sont gérées de manière plus durables et inclusives	
Option-1 gestion indirecte– cf. section 4.4.1	7 750 000
Évaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	300 000
Provision pour dépenses imprévues	200 000
Totaux	20 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Réunions au niveau national

- **avec le Gouvernement du Cameroun**, via le Ministère signataire de la Convention de Financement :
 - o réunions chargées de surveiller la bonne gouvernance (régularité des redditions de comptes, des diffusions transparentes des résultats et des réunions inclusives de gouvernance sur le terrain) et la bonne gestion de l'action (ressources diverses mobilisées de manière optimale) ;
 - o convoquées et présidées par l'UE ;
 - o avec les représentants de l'UE, du Ministère signataire de la Convention de Financement et de l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre, ainsi que le cas échéant des représentants d'autres Ministères impliqués ;
 - o au moins tous les ans (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires.
- **entre les partenaires européens impliqués dans la TEI au niveau de Yaoundé** :
 - o réunions chargées de surveiller la bonne coordination avec les autres projets inscrits par l'UE et ses pays membres dans le cadre de la TEI « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » dite TEI Septentrion Vert ;
 - o convoquées et présidées par l'UE ;
 - o avec tous les représentants des organes de coopération des pays membres de l'UE impliqués dans la TEI Septentrion Vert, en particulier ceux de l'AFD; de GIZ et de KfW, ainsi que le cas échéant des représentants d'autres bailleurs et donateurs stratégiques (tels que la Banque Mondiale, la BAD etc.) ;
 - o au moins tous les ans (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires, si possible quelques jours avant la réunion avec les représentants Gouvernementaux.

Réunions au niveau régional (Septentrion)

- **COMITE DE PILOTAGE (CoPil) du projet avec les autorités régionales** :
 - o comité chargé de surveiller la bonne mise en œuvre de l'action par le consortium (taux de réalisation des résultats attendus dans les cadres logiques, évolution des indicateurs et taux de décaissement) ; convoqué par l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre,
 - o présidé à tour de rôle par le gouverneur de l'Extrême-Nord, du Nord ou de l'Adamaoua, assisté des représentants mandatés de l'UE et du Ministère chargé de la Convention de Financement ;
 - o avec tous les membres des consortium de mise en œuvre, ainsi que les maires des Communes concernées, les Présidents des trois Conseils Régionaux,
 - o au moins tous les 12 mois (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires, et si possible la même semaine que d'autres CoPil de projets inscrits dans la TEI Septentrion Vert, par exemple les projets EcoNorCam et ABC-PADER.
- **Comité de Coordination inter-projets avec les partenaires européens impliqués dans la TEI dans le Septentrion**, :
 - o comité chargé de surveiller la bonne coordination de l'action avec les autres projets de la TEI Septentrion Vert ;
 - o convoqué par l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre, présidé par un représentant mandaté de l'UE ;
 - o avec tous les membres des consortium de mise en œuvre avec les représentants de tous les projets inscrits dans le cadre de la TEI Septentrion Vert,
 - o tous les 12 mois (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires, si possible quelques jours avant le CoPil et en même temps que le Comité de Coordination inter-projets prévu dans EcoNorCam.

Réunions des consortiums de mise en œuvre

- **Réunions de gouvernance du ou des consortiums de l'action** :
 - o réunions chargées de garantir la bonne gestion du projet et la bonne coordination des membres du consortium ;
 - o convoquées par un représentant de l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre, et présidées à tour de rôle par un représentant d'une autre organisation membre du consortium de mise en œuvre ;
 - o avec tous les représentants des organisations membres du ou des consortium de mise en œuvre;
 - o au moins tous les 6 mois (si besoin à distance) après réception du rapport semestriel technique et financier intermédiaires.

- **Réunions des dispositifs de gestion de l'action :**

- o dispositifs chargés de mobiliser les ressources humaines, financières et logistiques du consortium pour mettre en œuvre les activités;
- o organisés de manière matricielle, pour couvrir à la fois les 3 thématiques et les 3 zones d'intervention ;
- o Avec le personnel des partenaires de mise en œuvre autant que possible à parité homme/femme ventilés entre cadres (au moins un par zone) ; des techniciens de terrain (dans chaque zone au moins un par thématique) et le personnels de support (autant que possible mutualisés entre les membres du consortium)

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de *la mise en œuvre de la présente action* est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des partenaires de mise en œuvre.

À cette fin, ils doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent de l'action, et élaborer régulièrement des rapports d'avancement. Un rapport complet et narratif sera établi au moins une fois par an ainsi que des rapports finaux. La matrice de suivi des indicateurs de la convention sera actualisée et diffusée au moins une fois tous les ans.

Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Par ailleurs, les cibles des indicateurs du cadre logique de la section 3.6, ainsi que la ligne de base, seront définis lors de la contractualisation, et comme première action des activités de suivi et évaluation. À cette fin la Délégation demandera aux contractants d'allouer des ressources pour collecter les informations et les données nécessaires à la définition des cibles et des lignes de base.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

En parallèle du suivi de la mise en œuvre de l'action proprement dite, les partenaires de mise en œuvre devront contribuer à l'établissement et à la pérennisation des dispositifs de suivi des indicateurs du cadre logique qui sont destinés à être informés par-delà la fin de l'action, en partenariat avec des acteurs territoriaux pérennes.

Enfin, cette action étant la première mise en œuvre dans le cadre de la TEI « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » / volet paysage (agriculture/conservation), les partenaires de mise en œuvre devront contribuer à l'établissement du dispositif de suivi de cette TEI.

5.2. Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action par l'intermédiaire de consultants indépendants commandités par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport aux approches « gouvernance territoriale » (scénarisation spatiale, négociations intersectorielles décentralisées, résolutions des conflits cultivateurs-agroéleveurs-éleveurs-conservateurs) et TEI (coordination inter-donateurs et inter-projets, mutualisation des actions, impacts à moyen terme) favorisées par l'action. Cette évaluation à mi-parcours pourra induire une restructuration aussi profonde que jugée nécessaire par l'UE de l'action.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier de comparaisons avec les résultats d'autres programmes similaires à la fois dans le Septentrion (par ex. des partenaires européens impliqués dans la TEI) et dans la région (par ex. le NaturAfrica « Transhumance »), et de l'opportunité d'une nouvelle phase de programmation.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires, et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Les évaluations conjointes des projets de la TEI seront privilégiées pour fournir ainsi une vue d'ensemble des différentes actions menées dans ce cadre.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre

5.3. Audit and Vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leurs travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

APPENDICE 1 REPORTING IN OPSYS

An Intervention (also generally called project/programme) is the operational entity associated to a coherent set of activities and results structured in a logical framework aiming at delivering development change or progress. Interventions are the most effective (hence optimal) entities for the operational follow-up by the Commission of its external development operations. As such, Interventions constitute the base unit for managing operational implementations, assessing performance, monitoring, evaluation, internal and external communication, reporting and aggregation.

Primary Interventions are those contracts or groups of contracts bearing reportable results and respecting the following business rule: ‘a given contract can only contribute to one primary intervention and not more than one’. An individual contract that does not produce direct reportable results and cannot be logically grouped with other result reportable contracts is considered a ‘support entities’. The addition of all primary interventions and support entities is equivalent to the full development portfolio of the Institution.

Primary Interventions are identified during the design of each action by the responsible service (Delegation or Headquarters operational Unit). The level of the Primary Intervention is defined in the related Action Document and it is revisable; it can be a(n) (group of) action(s) or a (group of) contract(s).

Tick in the left side column one of the three possible options for the level of definition of the Primary Intervention(s) identified in this action.

In the case of ‘Group of actions’ level, add references to the present action and other action concerning the same Primary Intervention.

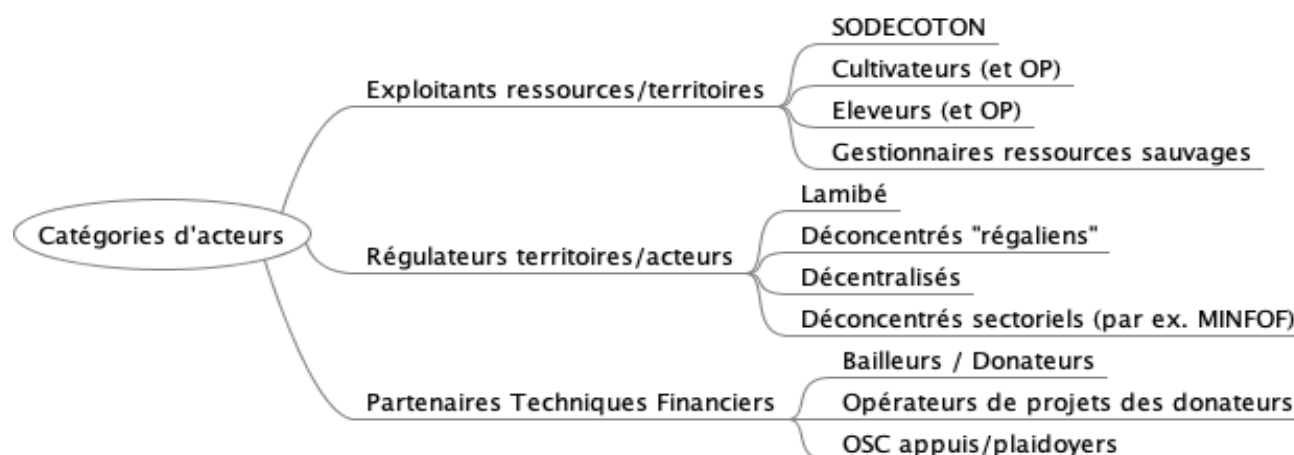
In the case of ‘Contract level’, add the reference to the corresponding budgetary items in point 4.6, Indicative Budget.

Option 1: Action level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
<input type="checkbox"/>		
Option 2: Group of actions level		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#/OPSYS#): <Present action> <Other action>
Option 3: Contract level		
<input type="checkbox"/>	Single Contract 1	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
<input type="checkbox"/>	Single Contract 2	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
<input type="checkbox"/>	Single Contract 3	<foreseen individual legal commitment (or contract)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Group of contracts 1	<foreseen individual legal commitment (or contract) 1> <foreseen individual legal commitment (or contract) 2> <foreseen individual legal commitment (or contract) #>

APPENDIX 2 : GRANDES CATEGORIES D'ACTEURS « VERTS » DU SEPTENTRION CAMEROUNAIS

La TEI est intitulée « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » et vise donc prioritairement les acteurs reconnus comme ayant un *lien direct et formel* avec ces ressources et territoires naturels dans le Septentrion, qu'on nommera ci-dessous « acteurs verts ». Cependant, avant de se concentrer sur ces acteurs formels, il importe de souligner que quasiment toutes les populations du Septentrion, même lorsqu'elles ne sont pas formellement organisées, ont des liens étroits avec les ressources naturelles sauvages et domestiques et seront donc prises en compte par cette initiative, en particulier les populations les plus vulnérables : les femmes et les jeunes, mais aussi les personnes déplacées, réfugiées et migrantes.

Parmi les nombreuses catégories et sous-catégories d'acteurs « verts » qu'il est possible d'établir, il émerge de l'analyse documentaire et des entretiens onze (11) « catégories d'acteurs » (on dira par la suite simplement « acteurs ») considérées assez unanimement comme déterminantes sur l'évolution du Septentrion camerounais, et dont il semble prioritaire d'actualiser les diagnostics :



Exploitants des ressources et des territoires ruraux du Septentrion

1. SODECOTON

Cette société paraétatique est unanimement considérée comme hyper-influente non seulement sur la filière coton dans le septentrion, mais également sur de nombreuses autres activités socio-économiques des territoires situés entre le Nord et l'Extrême-Nord, telles que les productions vivrières, les infrastructures, l'éducation-santé, l'organisation des coopératives. La politique genre de la Sodecoton cherche à promouvoir les femmes et les jeunes, en interne au niveau de l'industrie, et en externe au niveau des réseaux de producteurs et des services d'encadrement.

Évolutions en cours : sur « ses » territoires du Nord et de l'Extrême-Nord (approximativement 60 000 km²), la Sodecoton pourrait devenir prochainement un acteur déterminant de la culture de l'anacarde et de l'élevage sédentaire.

2. Cultivateurs

Ce sont eux qui structurent le plus profondément les territoires du Nord (hors aires protégées), ainsi qu'une grande partie des territoires de l'Extrême-Nord. Leur nombre va croissant, ainsi que leur manque de terres. De nombreux cultivateurs sont également de petits éleveurs. Ils disposent d'organisations représentatives robustes (parfois assimilées à des OSC), locales (pour la plupart peu ou pas mixtes) et nationales (CNPC C, CRPA). Des organisations sectorielles locales féminines sont connues et reconnues dans la plupart des communes (cf. entretien avec Mme le Maire de Madingring).

Évolutions en cours : ils deviennent de plus en plus déterminants dans la gouvernance territoriale de l'Extrême-Nord, d'une part, et continuent de se déplacer par migrations internes des zones les plus densément peuplées dont les sols sont particulièrement dégradés à l'Extrême Nord, vers les territoires méridionaux des régions Nord et Adamaoua, y compris dans les zones classées, d'autre part.

3. Éleveurs

Les grands propriétaires de troupeaux mobiles, particulièrement centraux dans les élites des 3 régions du Septentrion, sont très influents sur la gouvernance territoriale mais souvent à distance et de manière informelle ; les bergers nomades ou semi-nomades appartenant à de multiples clans ou groupes ethniques, qu'ils soient ou non propriétaires des troupeaux qu'ils conduisent, sont impliqués dans tous les conflits de

gouvernance territoriale à travers tout le Septentrion (entre eux-mêmes, avec les cultivateurs ou les agroéleveurs sédentarisés, et/ou avec les gestionnaires de zones classées) ; les petits propriétaires ayant des troupeaux moins mobiles sont moins impliqués dans la mauvaise gouvernance territoriale. Plusieurs fédérations et confédérations représentent les éleveurs dans les 3 régions mais elles ne sont pas très robustes, s'intéressent essentiellement à l'élevage pastoral (viande) mais peu à la gouvernance territoriale. Pas d'organisations sectorielles féminines mentionnées, même si ce sont généralement les femmes qui commercialisent le lait. L'orientation de l'élevage vers le marché reste faible.

Évolutions en cours : les difficultés de la mobilité pastorale ne faisant qu'augmenter (fermeture de l'accès aux marchés du Nigeria, envahissement agricole des couloirs de transhumance, restrictions liées à la COVID-19, déficit en pâturages libres et en points d'eau, conflits avec les ZIC et parcs), les jeunes se détournent de ce secteur, d'une part, les bergers plus ou moins nomades cherchent de plus en plus systématiquement à se sédentariser, d'autre part, et la grande transhumance (sans point fixe) est en voie de disparition (voir tensions autour des Bororos). L'orientation vers l'élevage sédentaire apparaît par endroits.

4. Gestionnaires de ressources sauvages

Les professionnels du « tourisme vert » (notamment cynégétique) et les gestionnaires de parcs nationaux (qui ci-dessous seront parfois qualifiés tous ensemble de « conservationnistes ») sont déterminant sur l'évolution des 37.110 km² d'aires dites protégées en partie méridionale de la région Nord (alors qu'ils sont quasi absents de l'Adamaoua) et de manière nettement plus marginale en région Extrême-Nord. Leur pouvoir de police est faible ou nul. Ils disposent de plusieurs organisations représentatives mais aucune n'est pour l'heure robuste. Ce secteur est très peu féminisé.

Évolutions en cours : les difficultés commerciales des acteurs touristiques (image du secteur, crise sécuritaire) et les conflits territoriaux dans toutes les aires protégées augmentant, on constate à la fois la raréfaction des acteurs privés (qui en conséquence envisagent de se regrouper) et le renforcement des ONG de conservation dans le Nord, et la quasi-disparition de tous ces acteurs dans l'Extrême-Nord.

Régulateurs des territoires et des acteurs ruraux du Septentrion

8. Autorités coutumières

Les gouvernements des Lamibés (chefferies coutumières de 1^e ou de 2^e degré ou 3^e degré) sont considérés comme les principaux gestionnaires du foncier rural (notamment via leur fiscalité informelle) dans plusieurs départements du Nord (notamment ceux où se trouvent les aires protégées), et dans une mesure moindre mais très significative, dans des territoires de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua. Le système de gouvernance est traditionnellement patriarcal, il n'y a pas de femmes chefs coutumières mentionnées au cours des entretiens.

Évolutions en cours : restant plus ou moins en marge des contrats sociaux reconnus par les autorités formelles locales, nationales et internationales, la plupart des gouvernements coutumiers voient leur influence se restreindre ; toutefois certains s'adaptent aux évolutions du droit « positif », notamment à l'émergence des autorités décentralisées (communes et conseils régionaux), et peuvent se faire élire eux-mêmes ou influencer directement les élus, ou intégrer directement ou indirectement les instances de gouvernance administrative et politique.

9. Autorités déconcentrées régaliennes

De l'avis de tous les acteurs locaux (privés, décentralisés ou déconcentrés sectoriels), les problèmes de gouvernance territoriale rurale, lorsqu'ils ne peuvent pas être résolus par l'autorité coutumière, sont généralement arbitrés en dernière instance par les Sous-Préfets, les Préfets ou les Gouverneurs (selon qu'ils se situent à l'échelle des arrondissements, des départements ou des régions), bien plus souvent qu'ils ne le sont par les autorités judiciaires. Pas de femmes Gouverneur, Préfet ou Sous-Préfet mentionnées au cours des entretiens.

Évolutions en cours : le pouvoir concret sur les territoires par l'administration territoriale pourrait être réduit par la montée en puissance juridique, réglementaire et budgétaire des autorités décentralisées, mais de manière encore souvent incertaine et de toute façon lente, l'autorité administrative veillant à préserver au maximum ses prérogatives.

10. Autorités décentralisées

Les Maires et leurs équipes sont désormais considérés comme les premiers promoteurs Camerounais du développement socio-économique local, mais c'est davantage dans les agglomérations (même petites) et au niveau des infrastructures et services publics, que sur la gouvernance foncière et même territoriale rurale.

Chaque commune dispose d'un PCD et devra se doter en principe d'un PLADDT²⁰ ; certaines disposent de « cadres de concertation multi-acteurs ». La plupart des communes disposent de comités locaux de développement et de comités dédiés à la gestion des conflits locaux. Ils disposent d'organisations représentatives, notamment sur les questions environnementales et particulièrement forestières (via l'ACFCAM/CTFC). Un entretien avec une femme Maire (de Madingring) a permis de constater que les autorités Communales étaient probablement les plus ouvertes aux femmes.

Évolutions en cours : l'extension des compétences et des budgets des Communes et de leurs Maires semblent devoir se poursuivre avec la loi de 2019 sur la décentralisation, complétant celle de 2004 (cf. exemple des forêts Communales, des routes communales, des écoles, des points d'eau, des couloirs de transhumance, des dispensaires, des postes agricoles, etc.). Les Conseils Régionaux et leurs Présidents viennent de se mettre en place depuis leur élection fin 2020, il est donc encore trop tôt pour diagnostiquer leur influence sur les territoires et les acteurs notamment via les schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du/des territoires, mais ils seront à plus ou moins brève échéance dotés d'un budget régional et en mesure de conduire les investissements collectifs à l'échelle régionale.

11. Autorités déconcentrées sectorielles

Les services déconcentrés du MINFOF sont théoriquement les principaux décisionnaires sur plus de 40% du Nord et dans une moindre mesure de l'Extrême-Nord comme dans l'Adamaoua, via les multiples zones classées qui s'y trouvent. Cependant, en cas de conflits d'usages (y compris d'envahissements de « leurs » zones) ils sont cependant moins influents que les acteurs précités et la faible rentabilité fiscale et parafiscale des aires protégées, notamment des ZIC, les démotive.

La possibilité de créer des brigades d'écogardes féminines (comme dans plusieurs pays d'Afrique australe) a été soumise à un Conservateur du MINFOF, qui l'a plutôt écarté pour diverses raisons.

Les autres services déconcentrés sectoriels (de l'économie et de l'aménagement des territoires, de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement, des affaires sociales, des travaux publics, etc.), bien que théoriquement associés aux résolutions de conflits territoriaux, ont globalement une faible influence sur la gouvernance territoriale rurale réelle.

Évolutions en cours : le MINFOF se demande, d'une part, comment rendre les concessions de gestion existantes (les ZIC) plus efficaces et surtout plus rentables au plan économique et fiscal, et, d'autre part, si la mise en concession de la gestion de certains parcs nationaux pourrait être bénéfique pour ces parcs et/ou pour le MINFOF.

Partenaires techniques et/ou financiers des acteurs ruraux du Septentrion

12. Bailleurs de fonds et donateurs (ensuite rassemblés sous le terme de « donateurs »)

Quelques institutions étrangères d'aide publique au développement (Banque mondiale, UE, BEI, BMZ-KfW-GIZ, AFD, BAfD, BID etc.), en lien avec les planifications nationales (PAN-LCD²¹, SIF-GDT²², SNADDT²³, etc.) donnent ou prêtent à certains acteurs des secteurs agro-sylvo-pastoral et conservation ans le Septentrion (principalement des administrations et/ou ONG, parfois la Sodecoton) des montants suffisamment élevés pour être considérés comme déterminant pour l'évolution de ces territoires.

Évolutions en cours : les donateurs du Septentrion (notamment du secteur « vert ») tendent à augmenter et mélanger leurs prêts et dons, à en orienter une part croissante vers le climat, la biodiversité, les femmes, les jeunes et les OSC, à se coordonner davantage entre eux (la TEI étant actuellement l'action la plus concrète en ce sens), et enfin, à favoriser les diverses formes de Partenariat Public Privé (PPP).

13. Opérateurs des donateurs

La majorité de ces fonds « influents » des donateurs des secteurs verts du Septentrion étant gérés en « mode projet » (davantage qu'en mode « appui budgétaire »), les maîtres d'œuvre de ces projets, à savoir majoritairement des ONG, des agences de coopération, des « unités de gestion de projets » (UGP) hébergées par des Ministères, des institutions de recherche et des sociétés de consultants (plus rarement des entreprises locales), acquièrent eux-aussi une influence significative dans les territoires. Leurs approches sur le genre partent de très bas mais se renforcent.

Évolutions en cours : Les UGP sont fréquemment utilisées par l'aide française, l'aide allemande, mais aussi par la Banque mondiale ou autres, y compris l'UE. Ils ont parfois une efficacité qui se retrouve réduite par le bicéphalisme avec l'administration de tutelle. Les UGP ont le plus souvent recours à des sous-traitants nationaux ou internationaux pour développer les activités sur le terrain (bureaux d'études, consultants indépendants, ONG/OSC). Les ONG recourent souvent à des consultants, bureaux d'études et

²⁰ PLADDT : Plan local d'aménagement et de développement durable du territoire

²¹ PAN-LCD : Plan d'action national de lutte contre la désertification

²² SIF-GDT : Stratégie intégrée de financement de la gestion durable des terres

²³ SNADDT : Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire

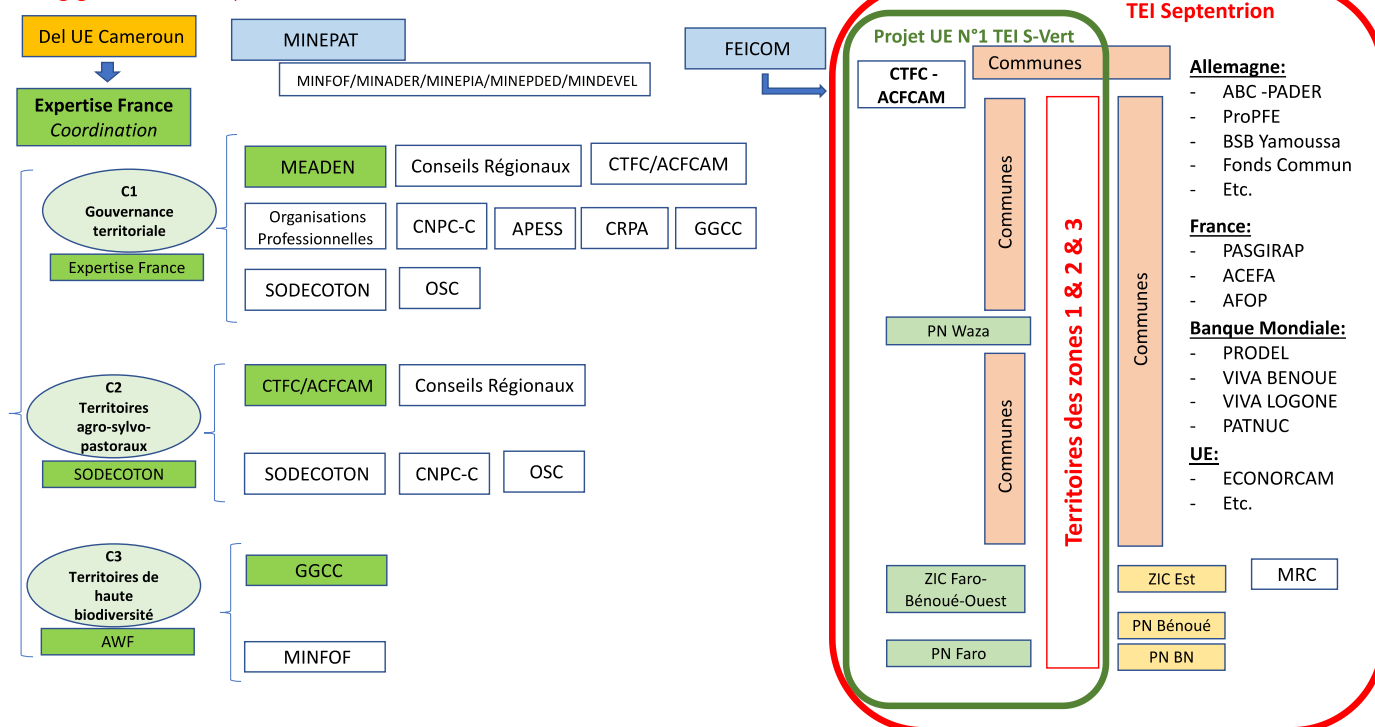
autres organisations de la société civile nationales et internationales. Ces intermédiaires sont fréquemment utilisés par l'aide de l'UE, de l'Allemagne et de la France, et par les organisations multilatérales ; ils ont parfois une efficacité et/ou une légitimité réduite par leur déficit d'ancrage local. Les organisations non-étatiques locales sont utilisées moins fréquemment, soit parce que leur capacité d'absorption est réduite (par manque de capacités et/ou d'habitude des procédures des donateurs), soit parce que leurs intérêts lucratifs et/ou concurrentiels sont incompatibles avec certaines obligations publiques, soit parce qu'ils sont plutôt utilisés comme sous-traitants.

14. Organisations de la société civile (OSC)

Ce terme n'ayant pas de définition unique, on l'appliquera ici aux associations Camerounaises locales ou nationales (parfois appelées également ONG) qui ont pour raison sociale de promouvoir, appuyer ou conseiller le développement rural et/ou la conservation de la biodiversité, mais que nous distinguerons des organisations représentatives des exploitants listées ci-dessus ; les OSC disposent en moyenne de capacités financières, humaines et logistiques très limitées et n'ont pas de mandats politiques forts, mais celles qui réussissent à médiatiser leurs plaidoyers et leurs actions de terrain réussissent à exercer de l'influence sur les acteurs et donc sur la gouvernance de certains territoires de taille assez réduite. Plusieurs OSC sont déjà fortement sensibilisées aux questions de genre. Les OSC sont également les intermédiaires qui permettent, de par leur méthodologie participative d'intervention, la participation des communautés dans les activités ainsi que celle des femmes et des groupes vulnérables (peuples autochtones).

Évolutions en cours : en conjuguant médiatisation, professionnalisation et levées de fonds étrangers, quelques OSC semblent gagner en influence sur les acteurs listés ci-dessus.

Logigramme TEI Septentrion Vert



ANNEXE 3 : ZONES D'INTERVENTION A L'INTERIEUR DU SEPTENTRION CAMEROUNAIS

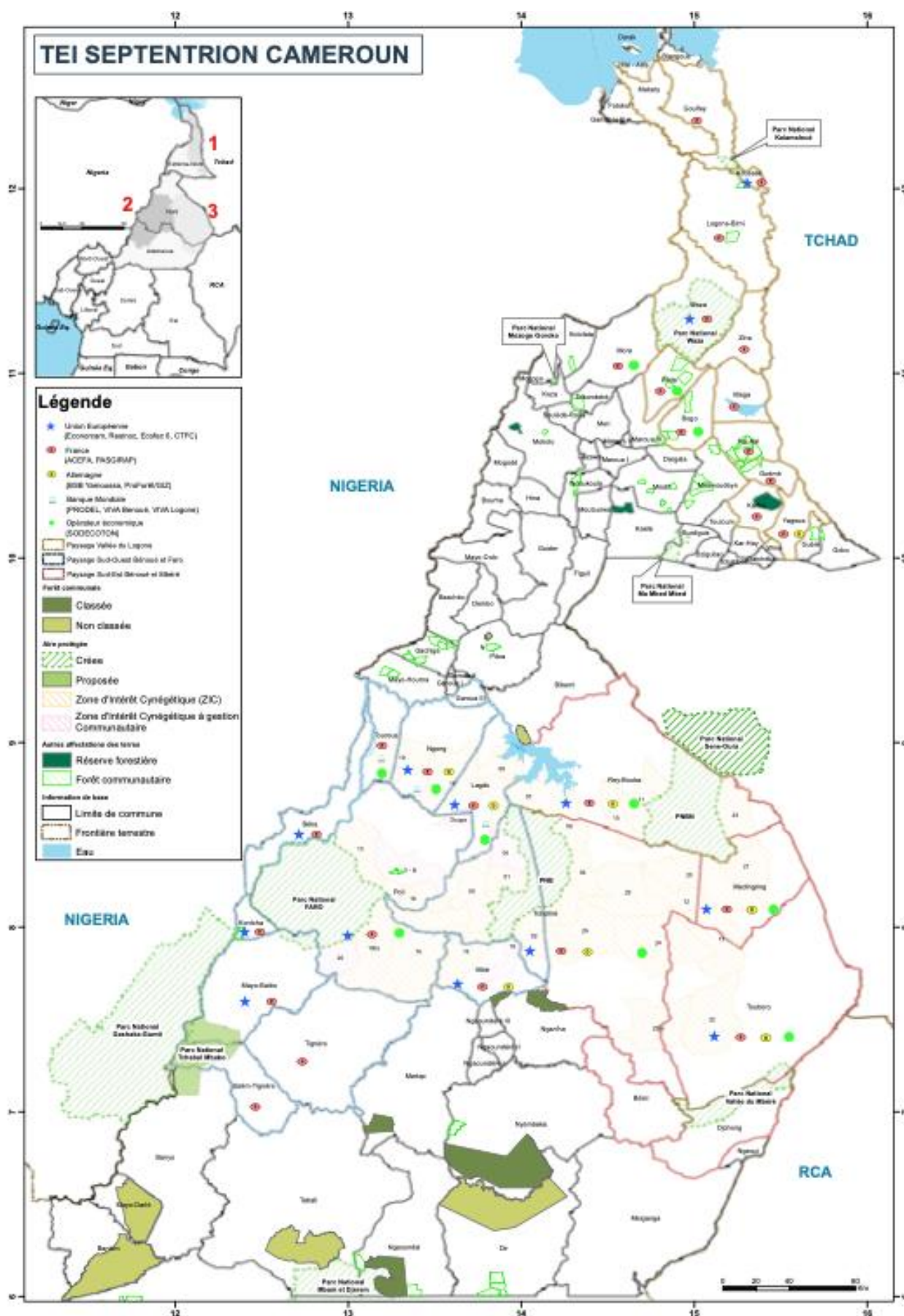


Figure 1: Carte du Septentrion avec les 3 zones TEI Vert Agriculture-Conservation

Zone-1 d'intervention : plaine d'inondation du Logone

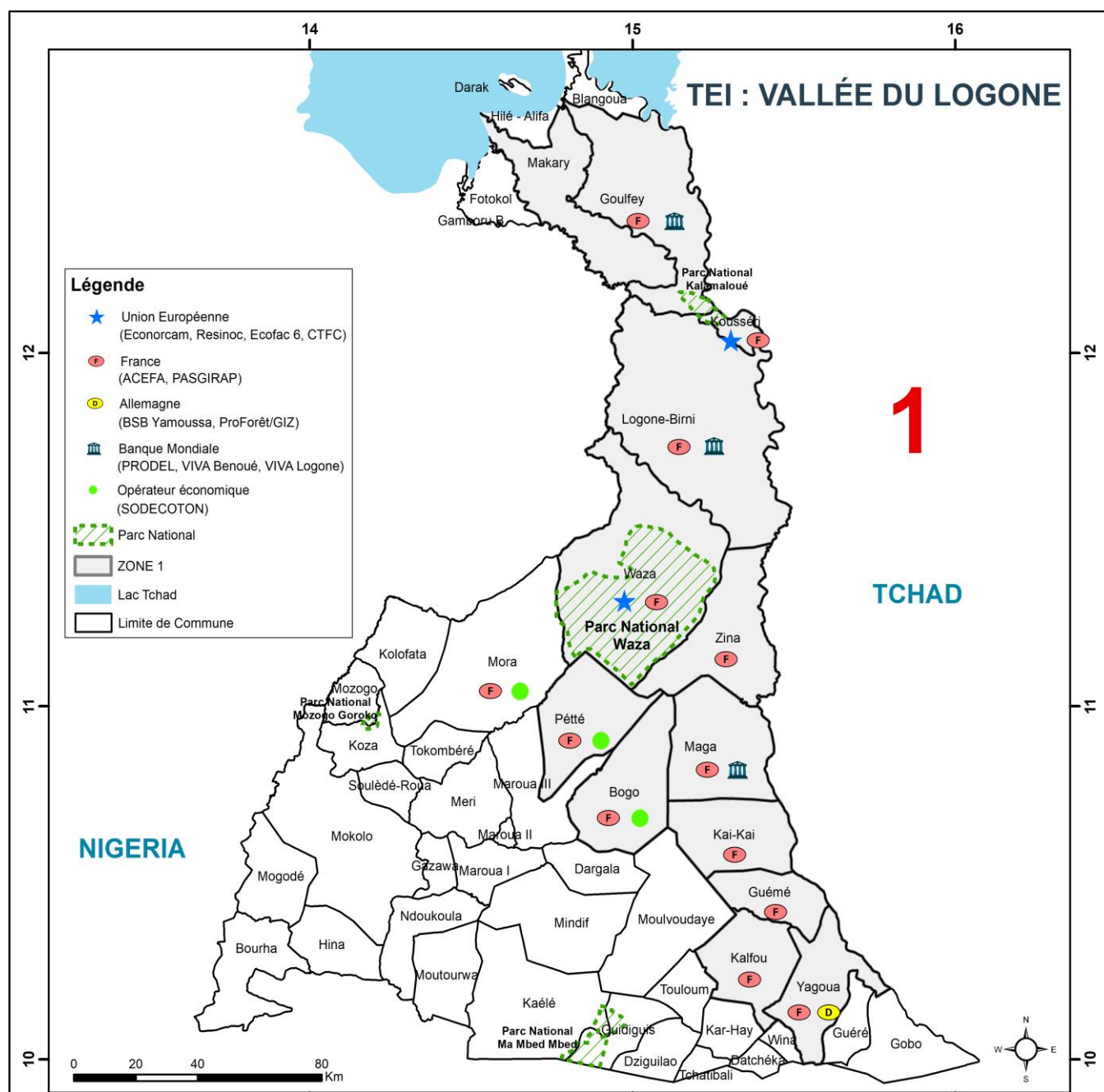
La majorité des interlocuteurs de l'Extrême-Nord s'accordent à dire que cette région administrative est divisée en 4 sous-ensembles cohérents du point de vu des écosystèmes et ressources naturelles, et conséquemment, des exploitations économiques, parmi lesquels figure la plaine d'inondation du Logone, remarquable par l'importance de sa biodiversité, de ses cultures inondées et de son pastoralisme - usages en concurrence de plus en plus conflictuelle tant dans l'espace qu'en fonction des saisons.

Ce paysage comprend 27 communes réparties entre les départements du Logone-et-Chari et du Mayo-Danay, comprenant approximativement 1,6 millions d'habitants, soit environ 162 habitants/Km².

La plupart des actions « vertes » passées ou en cours soutenues par les partenaires européens impliqués dans la TEI (ainsi que de la Banque mondiale) dans l'Extrême-Nord sont situées dans ce paysage.

Zone-2 et Zone-3 d'intervention : Bénoué-Est et Bénoué-Ouest

La partie méridionale de la région Nord abrite des ressources naturelles sauvages distribuées en bandes orientées



Est-Ouest, dont la richesse remarquable a conduit aux deux exploitations suivantes: d'une part, les colons français puis le premier gouvernement indépendant du Cameroun ont décidé de classer une exceptionnellement grande partie de cette zone en aires protégées (parcs nationaux et zones d'intérêt cynégétique) ; d'autre part les cultivateurs

(venant du Nord et de l'Extrême-Nord) et les pasteurs (venant de l'Adamaoua au Sud, du Nigeria à l'Est et du Tchad à l'Ouest, et surtout du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun) ont exploité de plus en plus intensivement les zones restantes - tous ces usagers entrant dans une concurrence de plus en plus conflictuelle les uns avec les autres.

Au-delà de cette homogénéité, nous recommandons de subdiviser ce sous-ensemble du Nord en une partie Ouest et une partie Est pour trois raisons principales : d'une part, la route nationale 2 représente une coupure biogéographique et administrativo-coutumière profonde, d'autre part, le Nigeria d'un côté et le Tchad de l'autre exercent des influences fortes et spécifiques sur chacune de ces deux parties. Enfin, les connexions entre ces deux parties et leurs zones riveraines dans l'Adamaoua (vers Tchabal Mbabo à l'Est et vers la Vallée du Mbéré à l'Ouest) sont également spécifiques à la fois des points de vue écosystémiques, économiques et coutumiers.

Le paysage Bénoué-Est comprend 10 communes (Touroua, Ngong, Lagdo, Béka, Poli, Mayo-Baléo, le nord de

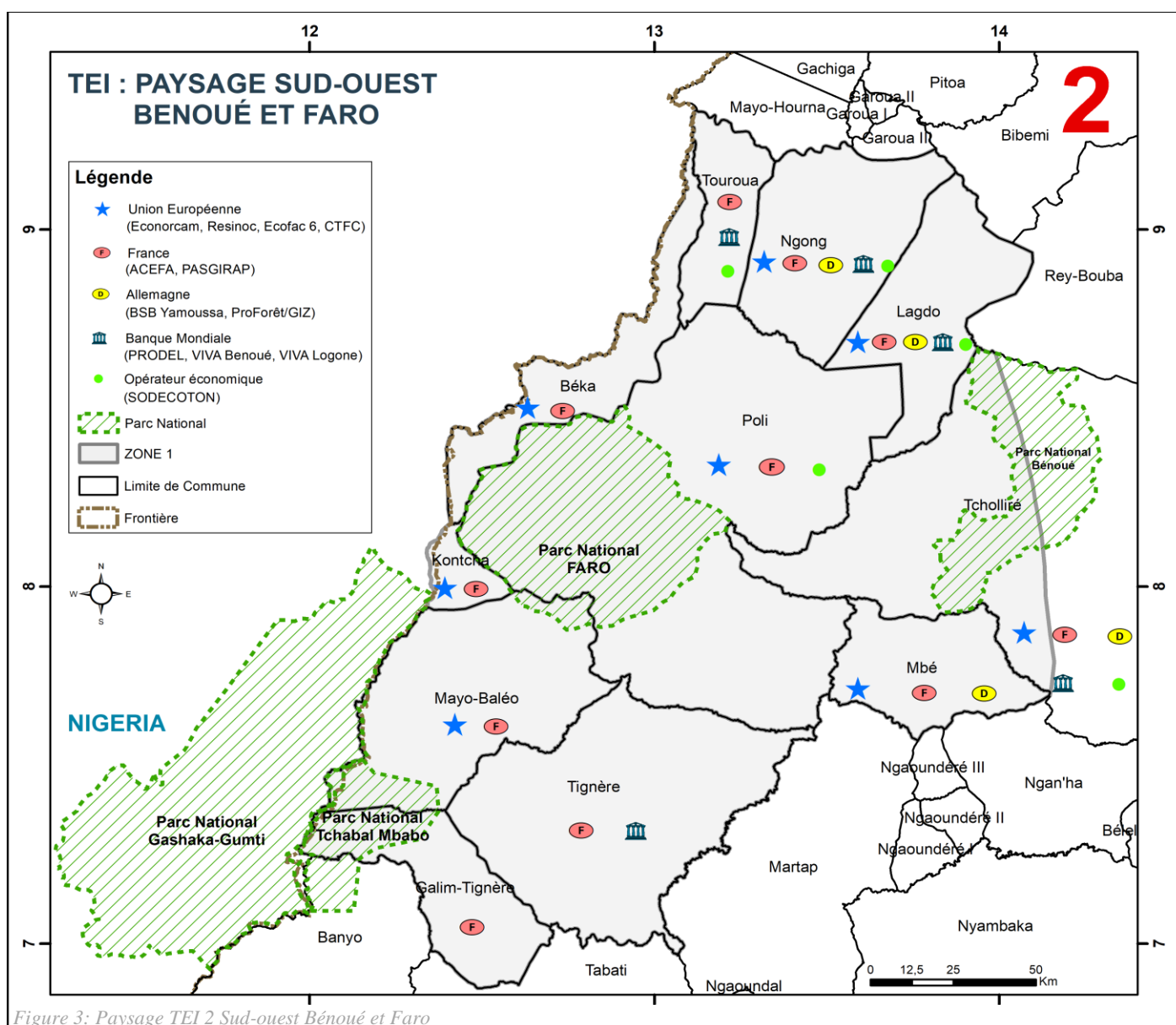


Figure 3: Paysage TEI 2 Sud-ouest Bénoué et Faro

Galim-Tigné, l'ouest et le nord de Tigné et l'ouest de Tcholliré) réparties principalement sur deux départements du Nord (Bénoué et Faro) et deux départements de l'Adamaoua (Faro-et-Déou et Mayo-Banyo). La superficie concernée est d'un peu plus de 34 000 Km², pour une population estimée de l'ordre de 631 000 habitants.

Le paysage Bénoué-Ouest comprend 7 communes (Rey-Bouba, Madingring, Tcholliré (Est), Touboro, Djohong (Nord), Bélel et l'est de Ngan-ha) réparties principalement sur un département du Nord (Mayo-Rey) et un département de l'Adamaoua (Mbéré). La superficie concernée par le paysage est de près de 27 000 Km² avec une population de près de 400 000 habitants, en forte croissance notamment sur les parties nord.

Plusieurs communes se retrouvent ainsi à cheval sur l'un ou l'autre des paysages proposées (comptées deux fois), d'autres ne sont concernées qu'en partie.

La plupart des actions « vertes » passées ou en cours soutenues par les partenaires européens impliqués dans la TEI dans la région Nord (ainsi que de la Banque mondiale et du Global Environment Fund (GEF) il y a longtemps) sont situées sur les bordures Nord et Est de ces deux paysages ; en revanche les 2 parties de l'Adamaoua comprises dans ces deux paysages sont globalement orphelines d'interventions de partenaires européens.

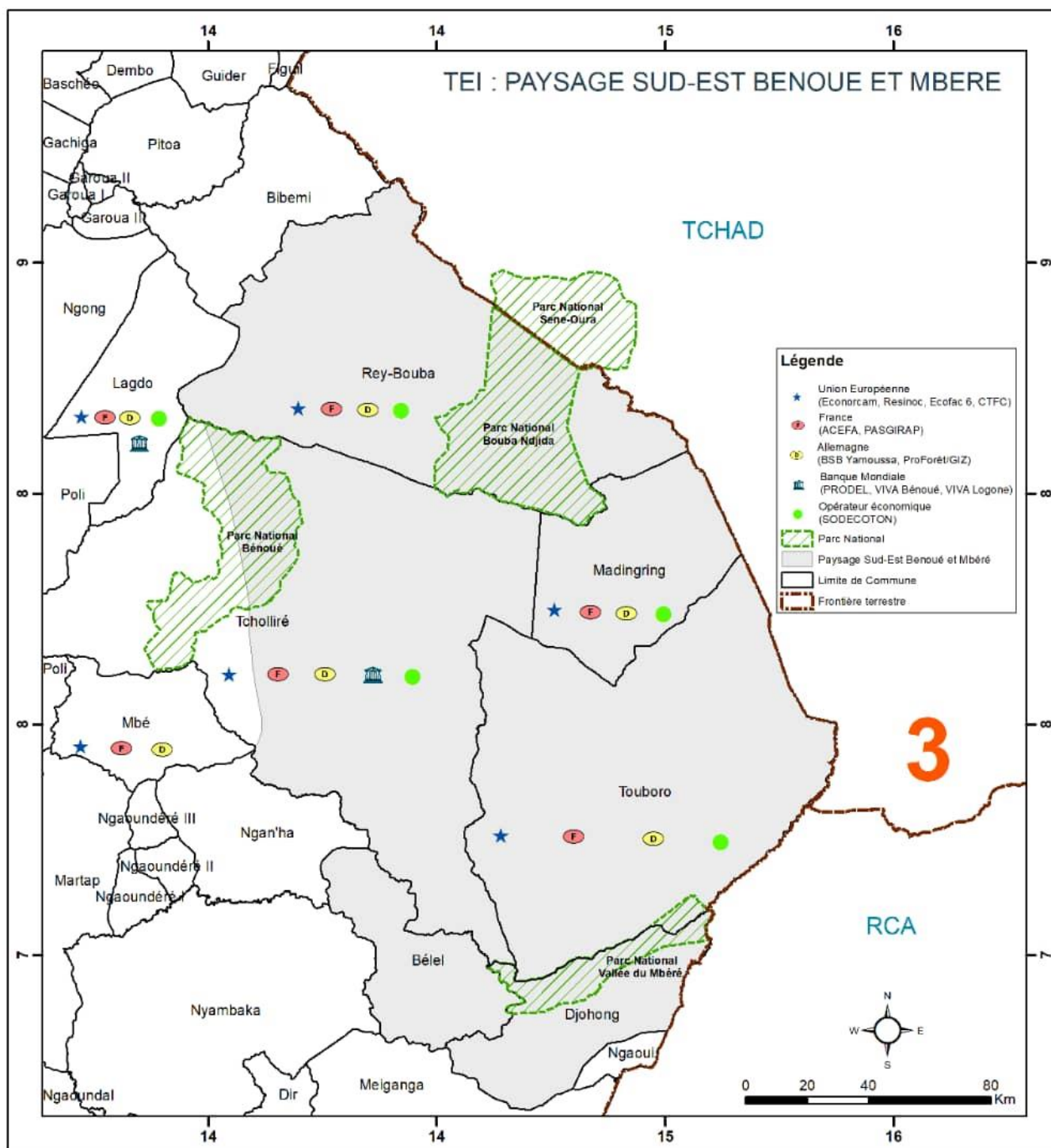


Figure 4 : Paysage Sud Ouest Bénoué et Mbéré

Annexe 4: Liste des acronymes

ABC-PADER	Accompagnement des mutations du Bassin cotonnier du Cameroun - Programme d'appui au développement rural – GIZ – Allemagne
ACEEN	Alliance citoyenne pour le développement et l'éducation à l'environnement (OSC)
ACFCAM	Association des communes forestières du Cameroun
ACOCED	Action concertée pour le développement durable (OSC)
AFD	Agence française de développement – France
AFR-100	Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (100 Millions d'ha)
AIC	Agriculture intelligente face au climat
APD	Aide publique au développement
APROSPEN	Action pour la promotion de la santé, la production et l'environnement (OSC)
AWF	African Wildlife Foundation (ONG Internationale)
BAfD	Banque africaine de développement
BID	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
BSB-Yamoussa	Binational Sena-Oura Bouba-Ndjida – Programme GIZ-KfW-WCS - Allemagne
CADEPI	Centre d'appui au développement local participatif intégré (OSC)
CARPA	Centre d'appui à la recherche et au pastoralisme (OSC)
CED	Centre pour l'environnement et le développement (ONG nationale)
CELDIE	Cellule pour le développement intégré et l'environnement (OSC)
CNPC-C	Confédération nationale des producteurs de coton du Cameroun (OP)
CRPA	Centre régional d'appui à la professionnalisation agricole (OP)
CTFC	Centre technique de la foresterie communale – organe technique de l'ACFCAM
EcoNorCam	Ecosystèmes du Nord Cameroun - Vers une approche intégrée – Programme WCS-OSC - UE
EFG	Ecole de faune de Garoua - MINFOF
EIA (EIA)	Etude d'impact environnemental
FODER	Forêts et développement rural (ONG nationale)
GGCC	Groupement des guides de chasse du Cameroun (OP)
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – Coopération technique allemande
HVC	Haute valeur de conservation
IDH	Indice de développement humain
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau – Coopération financière allemande
MEADEN	Mission d'étude pour l'aménagement et le développement de la région du Nord - MINEPAT
MIDIMA	Mission de développement intégré des monts Mandara - MINEPAT

MINEPAT	Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire
MINEFOP	Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
MINFOF	Ministère des forêts et de la faune
MIP	Multi-annual indicative plan
OCDE (OECD)	Organisation de coopération et de développement économique
OFAC	Observatoire des forêts d'Afrique centrale – organe technique de la COMIFAC
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAN-LCD	Plan d'action national de lutte contre la désertification (MINEPDED)
PCD	Plan communal de développement
PFNL	Produit forestier non ligneux
PLADDT	Plan local d'aménagement et de développement durable du territoire
PN	Parc national
PNACC	Plan national d'adaptation aux changements climatiques
PNDP	Programme national de développement participatif – MINEPAT (financement France-BM, etc.)
PPP	Partenariat public-privé
PRODEL	Projet de développement de l'élevage – MINEPIA (financement BM)
PTF	Partenaire technique et financier
RESINOC	Renforcer les systèmes d'innovation agricole au Nord Cameroun (recherche)
SDSR-PNIA	Stratégie sectorielle de développement rural – plan national d'investissement agricole 2020-2030
SEMRY	Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua -MINADER
SIF-GDT	Stratégie intégrée de financement de la gestion durable des terres - MINEPDED
SNADDT	Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire - MINEPAT
SODECOTON	Société de développement du coton – société d'économie mixte MINADER - GEOCOTON
S(N/R)ADDT	Schéma national (Régional) d'aménagement et de développement durable du territoire – MINEPAT
TEI	Team Europe initiative
TTT	Transhumance tracking tool
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature (ONG Internationale)
WCS	Wildlife conservation society (ONG Internationale)
WWF	World wild fund (ONG Internationale)
ZIC	Zone d'intérêt cynégétique